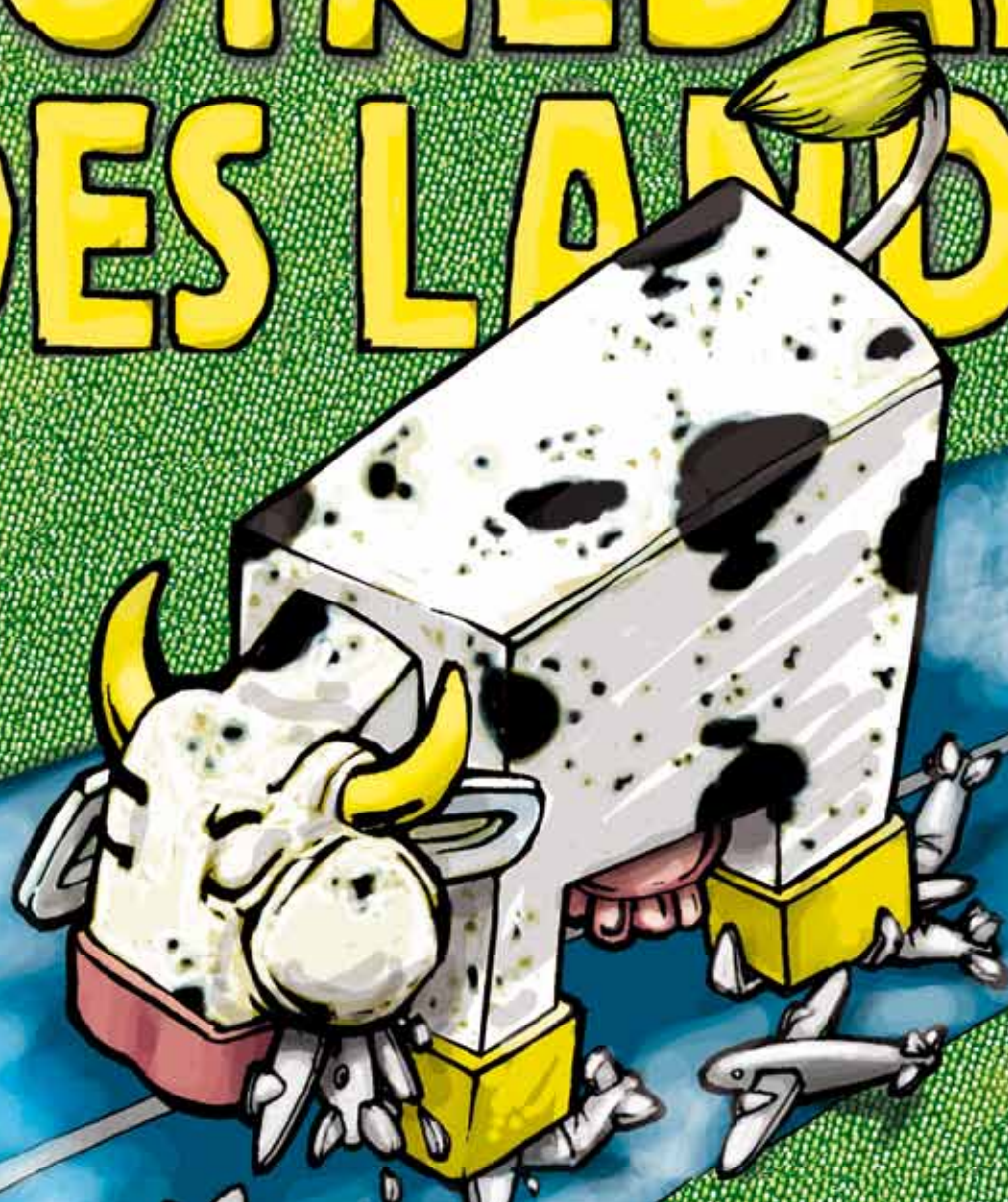


n°352 23/11/2012 2€50

Rouge & Vert

LE JOURNAL DES ALTERNATIFS

GARDAREM NOTRE-DAME DES LANDES



MC

LE CONGRES DES ALTERNATIFS

Le congrès des Alternatifs, réuni les 17 et 18 novembre a permis de constater un très large accord sur l'analyse de la période et l'urgence de réponses alternatives.

Accord sur le danger de la poussée xénophobe et raciste dans tous les pays européens, le bilan désolant, au point de mériter un satisfecit du MEDEF, du gouvernement Ayrault-Hollande, l'importance des enjeux écologiques et antiproductivistes, la nécessité de mobilisations sociales et politiques et d'une nouvelle radicalité pour faire front face à la droite et l'extrême droite et en opposition au rouleau compresseur libéral et au social

libéralisme.

Accord pour opposer au capitalisme de la catastrophe écologique une alternative rompant avec le tabou de la croissance, défendre l'appropriation sociale contre la marchandisation de tous les aspects de nos vie, pour comprendre que des victoires, même partielles, valent mieux que des discours, et soutenir la reprise des entreprises par les travailleuses et les travailleurs, pour agir pour la réduction massive du temps de travail, levier contre la précarité et point de passage nécessaire pour vivre autrement. La mobilisation, l'autoorganisation, l'initiative

Communiqué de l'ADECA

La mobilisation citoyenne contre le projet d'aéroport continue.

L'ADECA, Association de Défense des Exploitants Concernés par le projet d'Aéroport, se félicite de la très forte mobilisation citoyenne ce samedi 17 novembre pour la manifestation de réoccupation. Comme toujours cette manifestation s'est déroulée dans le calme et avec efficacité pour commencer les constructions sur un terrain que son propriétaire refuse de vendre amiable.

Les porteurs du projet sont d'autant plus virulents qu'ils sont inquiets devant l'intensité de la mobilisation et la multiplication des comités de soutien. Mettre en marche une foule de 40 000 personnes n'est pas une mince affaire, et cela a retardé le démarrage du cortège de tracteurs et modifié le circuit.

En fait, la mobilisation agricole était énorme, aussi énorme que les 40 000 personnes, avec 400 tracteurs, mais elle n'a pas été mise en avant par la presse. Les chauffeurs sont venus dire non à la répression et non au gaspillage des terres agricoles. Nous tenons à remercier chaleureusement nos collègues, souvent venus de loin, pour leur soutien et leur détermination. Il est essentiel que l'opposition des agriculteurs à ce projet soit très importante et très visible si nous voulons obtenir une consommation minimale du foncier dans tous les domaines. ■

POUR QUE VIVE LA PRESSE AUTOGESTIONNAIRE
POUR NOUS DONNER LES MOYENS DE LA DEVELOPPE

LE DEVELOPPEMENT DE LA PRESSE AUTOGESTIONNAIRE REPOSE SUR L'ENGAGEMENT DES ADHÉRENT/E/S ET DES SYMPATHISANT/E/S DES ALTERNATIFS COMME SUR L'AUGMENTATION DU NOMBRE D'ABONNEMENTS. DE NOMBREUX ABONNEMENTS À ROUGE & VERT SONT UN ENCOURAGEMENT À RENFORCER NOTRE ACTIVITÉ, ET NOUS EN DONNENT LES MOYENS. NOUS COMPTONS SUR TOUS

Rouge & Vert
Je m'abonne!

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Je m'abonne à «Rouge et Vert» et à la «Lettre des élu-e-s»

Je rejoins les Alternatifs en 2012

Ci-joint chèque de 50 euros à
à l'ordre de Rouge et Vert

Merci de faire parvenir ce bulletin et le chèque à :
Les ALTERNATIFS 40, rue de Malte 75011 Paris

40, rue de Malte 75011 Paris Courriel : contact@alternatifs.org
tel. 01 43 57 44 80 fax. 01 43 57 64 50

Commission paritaire n° 1013 P 11445 ISSN 1146-3961

Directeur de publication : J.J. Boislaroussie,
Coordination et maquette : M. Colloghan

Ont collaboré à ce num

JEAN-JACQUES
BOISLAROUSSIE,
DOMINIQUE BOUTIN,
LÉA CARLAT,
BERNARD DREANO,
FLORENCE ET PÉNÉLOPE

COUV : M. COLLOGHAN

Edité par la SARL SECA (Société d'Édition et de Communication des Alternatifs)
SARL au capital de 4000€ RCS Paris B448 326 835 durée : jusqu'au 28 avril 2063. Gérant : R. Mérieux

imprimé par Expressions II :
01 43 58 26 26

WWW.ALTERNATIFS.ORG

Communiqué**Congrès des Alternatifs**

populaire et citoyenne seront au cœur des combats à venir, sans elles nous ne gagnerons pas.

Le congrès a aussi manifesté la volonté de prendre au sérieux notre projet, tant dans nos modes de fonctionnement que dans un lien plus étroit avec les expérimentations sociales et écologiques.

Unis autour de ces objectifs, les Alternatifs étaient divisé-e-s sur la question de l'entrée dans le Front de Gauche. Débat difficile, puisque la forte minorité du mouvement opposée à l'entrée dans le Front de Gauche perçoit cette entrée comme une inflexion dangereuse en regard de nos priorités autogestionnaires et écologiste, voire un risque de reniement de notre projet.

Lors d'un premier vote contradictoire, la position favorable à la participation au Front de Gauche a obtenu 53.47 % des mandats, celle souhaitant des clarifications avant de faire ou non ce choix en a obtenu 38.80 %.

Le texte final adopté par le congrès le dimanche 18 novembre a décidé (56,37% pour, 34,75% contre, 8,88% abstentions) de la participation des Alternatifs au Front de Gauche, et d'agir pour une alternative unitaire sociale et écologique au capitalisme et au productivisme, et confirmé par ailleurs la volonté des Alternatifs de contribuer à l'émergence d'un nouveau pôle rouge et vert. ■

Jean-Jacques BOISLAROUSSIE

Le congrès des Alternatifs, réuni à Paris les 17 et 18 novembre, avait pour ordre du jour.

• L'analyse de la crise/mutation du capitalisme et les réponses alternatives à travers les mobilisations, dans le débat politique, par les expérimentations alternatives et la construction de contre-pouvoirs.

- La poursuite de la démarche de rassemblement d'une gauche alternative rouge et verte.
- Le débat sur la participation au Front de Gauche.

L'analyse de la situation et les propositions du mouvement ont fait l'objet d'un large accord. Les Alternatifs défendent dans les mobilisations comme dans le champ politique un projet rouge vert, féministe, altermondialiste et autogestionnaire.

L'accentuation du caractère autoritaire du capitalisme confirme le caractère décisif des réponses autogestionnaires. Les Alternatifs seront présents dans tous les cadres de mobilisation et de rassemblement contre la droite et l'extrême droite, en opposition à l'offensive libérale et au social-libéralisme.

Concernant la question de l'entrée dans le Front de Gauche deux propositions contradictoires avaient été soumises au vote des militant-e-s, l'une favorable à la participation au Front de Gauche a obtenu 53.47 % des mandats, l'autre souhaitant des clarifications avant de faire ou non ce choix en a obtenu 38.80 %.

Le texte final adopté par le congrès le dimanche 18 novembre (56,37% pour, 34,75% contre, 8,88% abstentions) décide de la participation des Alternatifs au Front de Gauche, afin de contribuer à une démarche de rassemblement pour une alternative sociale et écologique au capitalisme et au productivisme, et confirme par ailleurs la volonté des Alternatifs de contribuer à l'émergence d'un nouveau pôle rouge et vert. **Les Alternatifs porteront leurs propositions et leur projet dans le cadre du Front de Gauche comme dans la société.** ■

19 novembre 2012

Les textes adoptés par le Congrès des AlternatifsPrises en considérations :

- Les Alternatifs : projet et projets 53.47 % *
- Qu'importe le flacon pourvu qu'il y ait un projet alternatif 38.80 %.
- Abstention : 7,73 %.

- Soutien à la lutte contre l'Ayraulport Unanimité
- Stop à l'agression israélienne à Gaza Unanimité

Texte Final

- Une crise globale de civilisation (voté, à l'unanimité moins 4 abstentions, par délégués.)
- Pour le rassemblement de la gauche de transformation sociale et écologique et pour un pôle rouge et vert 56,37% pour*
34,75% contre
8,89% abstention

Motion des Alternatifs

**SOUTIEN À LA
LUTTE CONTRE
L'AYRAULPORT**

Réuni(e)s en Congrès ces 17 et 18 novembre 2012, les Alternatifs saluent l'immense mobilisation des femmes et des hommes engagé(e)s contre le projet de Notre Dame des Landes.

Votre lutte, notre lutte, exemplaire et inventive qui sait faire la jonction entre toutes les forces nouvelles et historiques, met en œuvre de façon concrète l'autogestion et la solidarité.

Contre ce qui est le symbole du productivisme et de la fuite en avant, contre les basses manœuvres destinées à supprimer le débat démocratique de fond, votre combat, notre combat, débouchera sur l'arrêt de ce projet fou, destructeur de terres nourricières et d'emplois en négation des enjeux écologiques majeurs. Gardarem notre Dame des Landes !

votée à l'unanimité

Une crise globale,

La crise du capitalisme mondialisé est désormais une crise globale, une crise de civilisation dont l'issue est incertaine. A la fois mise en lumière et aggravée par la crise financière ouverte en 2007/2008, elle revêt plusieurs dimensions économique-sociales, démocratiques, idéologiques, géopolitiques, écologiques ... et donne lieu à une fuite en avant des classes dominantes.

La crise économique et financière a des conséquences sociales dramatiques pour des millions de salarié-e-s mis-e-s au chômage, soumis-e-s à la pression de la précarité et à une forte dégradation des conditions de travail, et toutes et tous mis-e-s en concurrence par la jungle néo-libérale. Le néo-libéralisme est contesté dans ses fondements par les peuples et une foison de nouveaux mouvements sociaux, mais garde l'avantage, malgré des contradictions de plus en plus fortes.

Sous l'effet des politiques néo-libérales imposées par la droite et relayées par le social-libéralisme, l'aggravation continue des inégalités sociales depuis la fin des « Trente glorieuses » a pour effet d'entretenir en permanence les éléments d'une crise de surproduction.

Mais la crise ne saurait en aucun cas se réduire à cette seule dimension. La crise est aussi une crise écologique

majeure, largement révélée par la crise climatique et le réchauffement de la planète -dont le diagnostic n'est plus contesté aujourd'hui que par les multinationales et leurs relais politiques et scientifiques- une crise d'un système de la catastrophe, comme à Fukushima et aux effets parfois déjà irréversibles. La crise écologique est multiforme et généralisée, de l'effondrement de la biodiversité à la menace nucléaire en passant notamment par la déforestation, la crise alimentaire, la crise du modèle productiviste agricole, l'artificialisation croissante des sols, l'extractivisme, les pollutions, l'accumulation de déchets plastiques et autres jusqu'à former un « 7ème continent », sans oublier l'intensification exponentielle des champs et les rayonnements électromagnétiques.

Aux pollutions radioactives chimiques et nanotechnologiques croissantes, mais invisibles, de l'air, de l'eau, des sols, le « capitalisme du désastre » - adossé à un scientisme meurtrier qui fétichise « la » recherche sans jamais préciser laquelle ni au bénéfice de qui - prétend répondre par des dispositifs de « mesures », de « protection », de prétendue dépollution, et par une médecine high tech pour les privilégiés, tout en exigeant de breveter intégralement le vivant.

La crise est également une crise démocratique profonde, exprimée à travers une démocratie représentative à

bout de souffle, une abstention électorale grandissante et un rejet massif du système politique et de sa représentation, synonyme de professionnalisation et de carriérisme, de cynisme, de domination des oligarchies, et de corruption à toutes les échelles résultant des liens de plus en plus étroits entre les bourgeoisies financières et les élites politiques et médiatiques.

C'est l'un des aspects de ce qu'expriment avec force les Indignés, comme l'exprimaient les révolutions arabes dans leur première phase. C'est enfin ce qui se manifeste au travers des aspirations plus nombreuses à la démocratie active et à l'autogestion, dans la cité comme dans l'entreprise.

D'un point de vue idéologique, les classes dominantes accentuent la répression contre les mouvements sociaux et toutes les formes de contestation de l'ordre établi. Elles n'hésitent pas à désigner des boucs-émissaires parmi les couches populaires les plus défavorisées pour justifier leur remise en cause des politiques sociales. Elles utilisent l'idéologie raciste, identitaire et xénophobe pour maintenir leur domination. Enfin, la crise est géostratégique : la montée en puissance des pays dits « émergents » est pour les sociétés du Nord le début de la fin d'une hégémonie de cinq siècles, faite pour partie de pillage et de domination coloniale, la mise en cause partielle

STOP À L'AGRESSION ISRAËLIENNE À GAZA

Une fois de plus, le gouvernement israélien choisit la violence, une fois de plus, le gouvernement israélien choisit la guerre au peuple palestinien, une fois de plus les habitants de Gaza subissent les « assassinats ciblés » et leurs conséquences meurtrières ainsi que les bombardements de l'armée d'occupation. Une fois de plus, le gouvernement israélien viole le droit international et

le droit humanitaire, avec le soutien, voire la complicité, des gouvernements occidentaux, États-Unis et France en tête, et sans encourir la moindre sanction.

Il est inadmissible que le peuple palestinien, constamment spolié et humilié, soit laissé à l'arbitraire d'une occupation qui n'en finit pas et qui, jour après jour, aggrave la dépossession des terres au profit des colons. Il est inadmissible que le blocus

de Gaza, véritable prison à ciel ouvert, se perpétue depuis des années. C'est cette oppression, cette colonisation, ce blocus de Gaza qui sont responsables de la crise actuelle : les roquettes et les missiles tirés sur Israël par les groupes djihadistes ne sont que la conséquence de la situation inhumaine provoquée par l'occupation israélienne.

Le peuple palestinien ne peut pas être une fois de plus l'otage de la politique intérieure

israélienne, politique par ailleurs préjudiciable aussi au peuple israélien. La France et l'Union européenne doivent, d'une part, faire pression sur le gouvernement israélien et suspendre leur accord d'association et, par ailleurs, soutenir la demande palestinienne d'adhésion à l'ONU. ■

Résolution du congrès des Alternatifs du 18 novembre 2012 votée à l'unanimité

une crise de civilisation

de celle-ci au XX° ayant été récemment prolongée par le processus commencé des révolutions arabes. Pour autant, l'hégémonie militaire états-unienne perdue malgré l'émergence d'un monde multi-polaire.

C'est donc à une crise systémique, une crise globale et multiforme que l'humanité est confrontée : une crise de civilisation, disions-nous lors de notre congrès de novembre 2010 et de son prolongement en juin 2011.

Rien de ce qu'il s'est produit dans la dernière période à l'échelle mondiale ne vient infirmer ce point de vue : au contraire, la crise s'approfondit. Ce à quoi nous assistons, c'est à une crise de civilisation à la fois sociale, culturelle et technique, à un rythme accéléré, sans précédent dans l'histoire planétaire.

Le désastre de Fukushima révèle dans toute sa brutalité qu'une poignée de dirigeants politiques et de transnationales sont prêts à sacrifier sciemment la population de tout un territoire, et en particulier les plus jeunes, à la lucrative poursuite de leurs activités.

Du côté des dominé-e-s l'émergence d'un projet alternatif n'apparaît pas clairement. La bourgeoisie et son personnel politique pour leur part, entendent prolonger et approfondir l'offensive néo-libérale en faisant payer la crise par les peuples, comme on le voit à l'échelle de l'UE au travers du TSCG. Ce faisant, dans une spirale infernale, elle aggrave davantage encore les inégalités, détruit plus encore les acquis sociaux, réduit les marges budgétaires et les rentrées fiscales et alimente quasi-mécaniquement la récession dans un nombre croissant de pays du centre comme de la périphérie, les pays dits « émergents » eux-mêmes étant menacés après leur croissance vertigineuse. Partout l'argument de la crise économique permet aux dominants de nier le caractère crucial de la crise écologique et des alternatives que les limites matérielles et biologiques de la planète imposent, sauf à basculer dans une barbarie d'ordre technologique.

De manière complémentaire et indispensable pour dresser les peuples les uns contre les autres, et à l'échelle de chaque pays une partie des couches populaires contre une autre, la bourgeoisie et ses idéologues, y compris ceux venus de la gauche en particulier en Europe et en France, tiennent un discours qui ne

les distinguent plus guère de l'extrême droite :

- ils utilisent sous couvert de guerre de civilisation et de défense de la laïcité ou des droits des femmes le poison du racisme et en particulier la stigmatisation d'une partie, souvent la plus déshéritée, des couches populaires, à travers l'épouvantail islamiste ;
- il en va de même pour la menace, toujours agitée, que ferait peser l'immigration ;
- les pouvoirs en place restreignent les libertés et mettent en place partout un Etat autoritaire et une idéologie sécuritaire aux relents parfois fascisants, seulement atténués par les sociaux-libéraux quand ceux-ci succèdent aux partis bourgeois à la tête de l'État.

A la crise écologique majeure aucune réponse sérieuse n'est apportée à l'échelle mondiale, comme l'ont illustré les résultats catastrophiques des conférences de Copenhague en 2009 ou davantage encore celle de Rio en 2012, vampirisée par les multinationales avec la caution regrettable de l'ONU : une aile de la bourgeoisie et une partie de son personnel politique a le « capitalisme vert » comme réponse. Mais celui-ci ne remet en rien en cause l'idéologie de la croissance infinie, et n'ouvre pas davantage la perspective d'une société solidaire. Combiné à la fuite en avant néo-libérale, aux politiques d'austérité et au refus, de fait, de toute régulation économique, le « green washing » n'est qu'un écran de fumée.

A la crise démocratique profonde ne répond que le spectacle politicien ordinaire, la difficulté de plus en plus grande de discerner ce qui différencie les forces politiques institutionnelles de la droite et du social-libéralisme dans leurs pratiques comme dans les politiques menées.

La pression de la « troïka » en 2011 et 2012 pour imposer à l'échelle de l'UE des gouvernements technocratiques ultra libéraux liés aux milieux de la finance et de la spéculation, auxquels s'associent des politiques de droite, d'extrême-droite et du social-libéralisme, comme on l'a vu en Grèce, révèle que se poursuit la crise de la politique et de sa représentation. En progression, y compris dans une partie des couches populaires, l'extrême-droite tente de se poser en alternative, particulièrement en Europe où elle pèse idéologiquement sur l'ensemble du champ politique.

Quant aux réponses réactionnaires à la crise géo-stratégique, elles se déploient sous nos yeux : c'est le sens de la montée en puissance combinée des campagnes de presse islamophobes et racistes ; encore et toujours le choc des civilisations dans de nouvelles expressions au gré de l'actualité et des soubresauts de la crise mondiale. La menace brandie par les républicains américains d'un retour à une politique états-unienne plus agressive, relève de cette dimension géo-stratégique de la crise mondiale. Cette crise systémique globale est porteuse de tous les dangers, y compris d'un risque de guerres de grande ampleur au delà des conflits de « basse intensité » auxquels les opinions publiques se sont trop vite accoutumées. Constituent autant de signes d'alerte les bruits de bottes au Proche et Moyen Orient et les menaces d'intervention contre l'Iran, les tensions en mer de Chine sur fond de fièvre nationaliste en Chine comme au Japon, la tentation de la prolifération des armes nucléaires, en particulier en Asie du sud, mais aussi au proche et Moyen Orient. La bataille pour la paix reste un enjeu majeur pour l'humanité. Les Alternatifs seront des combats pour la sortie de l'OTAN et pour le désarmement nucléaire unilatéral de la France.

Les puissances atomiques historiques persistent à refuser de respecter leurs engagements internationaux en matière de désarmement effectif. A cet égard, la banalisation, depuis les explosions de Fukushima, des dispersions de radioactivité, systématiquement présentées comme anodines, jointe aux multiples travaux sur la miniaturisation des charges atomiques, constituent autant de signes inquiétants, dans un contexte où des armes climatiques et de géo-ingénierie se sont ajoutées à la panoplie bactériologique et chimique, et où les conséquences écologiques des guerres sont de plus en plus dévastatrices et pérennes, restreignant l'accès à des terres nourricières qui ne sont pas extensibles et sont déjà la proie de multiples conflits d'usage.

Tandis que l'Amérique latino-indienne demeure au cœur des mobilisations, des pratiques de démocratie active et d'autogestion qui dessinent les contours d'une alternative, le retard d'élaboration d'un projet alternatif se fait sentir particulièrement en Europe où

l'altermondialisme marque le pas mais où, au sud du continent le plus durement touché par les politiques de régression sociale et à proximité du « monde arabe », les mobilisations se multiplient. Pour l'ensemble des dominés, ces mobilisations représentent un espoir et un point d'appui, elles ne dessinent pas encore une alternative.

Une crise de civilisation ne se résout ni par des aménagements prudents ni par des chimères telles que le capitalisme coopératif, pas plus que par le fumeux capitalisme vert. Ces orientations sont celles du social-libéralisme et de l'écologie modérée : déjà condamnées par la nature même de la crise, elles ne font guère illusion mais alimentent le sentiment d'impuissance, la colère et le désarroi. Ces orientations préparent le terrain du retour au pouvoir de la droite et à l'extrême-droite sous des formes diverses.

Se hisser au niveau nécessaire que pose une crise historique d'une ampleur inédite, exige l'élaboration d'un projet alternatif intégrant pleinement sa dimension multiforme : l'exigence d'une alternative aux bureaucraties et aux échecs des révolutions anticapitalistes du siècle passé, le caractère incontournable de l'approche écologique, la préservation du bien commun, la gratuité des services publics, la pleine intégration de la dimension féministe, la soif d'égalité des droits et les aspirations à la démocratie active et à l'autogestion, dans l'internationalisme renouvelé et élargi qu'est l'altermondialisme. Mais les ruptures radicales avec le modèle de domination capitaliste ne se produiront pas sans l'affrontement inévitable avec les oligarchies financières. C'est donc bien la nature de cette crise qui justifie

plus que jamais ce que nous appelons la synthèse du rouge et du vert associé au violet du féminisme : ce projet alternatif synonyme d'émancipation humaine ne peut ressusciter le vieux paradigme rouge des internationales ouvrières comme il ne peut se contenter de mettre en avant un paradigme vert aussi réducteur aujourd'hui que le vieux paradigme rouge du passé. Cette synthèse s'exprime déjà non seulement dans l'altermondialisme et les forums sociaux, mais dans de multiples mobilisations et dans les pratiques alternatives au Nord comme au Sud dans la cité, dans les domaines de la production comme de la consommation et du mode de vie.

De l'irruption de l'altermondialisme aux Indignés, c'est bien une nouvelle culture politique qui s'exprime et qui, enrichie de l'accumulation d'apports théoriques multiples et d'expérimentations sociales diverses, contribue déjà à l'élaboration d'un nouveau projet.

La synthèse du rouge et du vert n'est la propriété de personne ; l'expérience l'alimente elle-même, le combat syndical et associatif, dans ses dimensions alternatives, y contribue ; le croisement et le dialogue au travers de l'altermondialisme et des forums sociaux aussi.

Mais tout cela n'empêche pas la fonction spécifique d'une force politique rouge et verte, permettant d'exprimer dans le champ politique cette orientation et s'efforçant de contribuer à cette synthèse, s'enrichissant des expériences sociales, syndicales, associatives sans s'y résumer.

Crise globale, crise de civilisation ; élaboration d'un projet alternatif ; perspective d'une force rouge et verte : tout se tient, tels sont les enjeux articulés les uns aux autres.

Pour le rassemblement et écologique et pour

Depuis leur fondation les Alternatifs ont porté un triple objectif :

- participer aux mobilisations pour la transformation de la société, et à l'élaboration d'un projet alternatif, rouge et vert, féministe et altermondialiste ;

- construire une force politique rouge et verte large, démocratique, radicale et unitaire regroupant les Alternatifs et d'autres courants et secteurs militants ;

- contribuer à un large rassemblement de la gauche de transformation sociale et écologique.

Trois objectifs, pour une même stratégie.

Les Alternatifs se sont construits et agissent à partir des orientations suivantes :

- La perspective d'un mouvement politique rouge et vert large : mémoire des luttes, mise en commun d'expériences et de forces, contribution à un projet autogestionnaire et écologiste, un « parti mouvement » perméable à toutes les formes de mobilisation et recherchant les convergences sociales et politiques les plus larges pour transformer la société ;

- Une stratégie que nous qualifions de « révolution longue » combinant participation aux mobilisations, expérimentation alternative, présence critique dans le champ institutionnel, pour une « guerre de positions »

créant les conditions d'une rupture globale avec le système capitaliste ;

- Une vision de la transformation sociale et écologique reposant sur le primat de la démocratie active, de l'auto-organisation des luttes dans une perspective autogestionnaire ;

- Un projet s'enrichissant des apports de tous les mouvements d'émancipation, notamment le féminisme.

Ce socle fondateur s'est enrichi des apports d'une critique écologiste radicale, pour aboutir à la remise en cause du dogme de la croissance, et porter l'objectif de l'appropriation sociale non seulement dans une perspective autogestionnaire, mais aussi pour la reconversion de l'économie et sa relocalisation dans

une nouvelle logique sociale et écologique. Pour nous, l'autogestion est le fondement d'une société d'émancipation. Aujourd'hui, même si elle s'exprime peu dans le champ classique de la politique, l'aspiration autogestionnaire resurgit avec une réelle acuité (notamment au sein de la jeunesse) et s'exprime avec une grande vitalité dans de nombreux réseaux et collectifs qui agissent dans des secteurs aussi divers que l'agriculture, l'alterconsommation, le secteur culturel, la reprise et la réorientation de la production sous forme coopérative, les organisations de chômeurs et précaires, les combats écologiques (gaz de schiste, grands

de la gauche de transformation sociale un pôle rouge et vert

projets inutiles, etc.), les groupes de réflexion sur la transition énergétique et les diverses expérimentations sociales.

Les expérimentations, les formes de lutte à caractère autogestionnaire, malgré leurs limites et leur fragilité, contribuent à l'accumulation d'expériences et de forces pour ouvrir des brèches dans le système et des perspectives d'émancipation vers un autre possible.

Les Alternatifs doivent y prendre part chaque fois que c'est possible en y apportant et en mutualisant leur expérience ou en leur apportant leur soutien.

Largement minoritaire au sein de la gauche antilibérale et anticapitaliste, notre orientation rencontre des aspirations réelles dans le champ social comme dans des secteurs syndicaux et associatifs.

Mais son développement est rendu difficile par le fort cloisonnement entre des pratiques et projets alternatifs concrets et notre tentative de les traduire dans le champ politique. Nous n'avons pas pu encore surmonter cette contradiction.

Surmonter le vieux clivage théorie/pratique, dépasser les cloisonnements est en effet un défi considérable. La récente Foire à l'Autogestion, à l'appel de nombreux collectifs et réseaux porteurs d'initiatives à caractère autogestionnaire et d'organisations libertaires, alternatives et se réclamant de la décroissance, et les différentes initiatives locales, illustrent le foisonnement d'un espace social autogestionnaire multiforme, et en même temps, la difficulté à construire plus de commun entre champs sociaux et champ politique.

Notre projet reste l'émergence d'un bloc social, politique et citoyen large contre le capitalisme et le productivisme. La traduction de ce projet dans les mobilisations sociales est possible, comme l'a prouvé par exemple le mouvement contre la réforme des retraites, alliant syndicats, associations et mouvements politiques, citoyen-n-es, militant-e-s ou non et dans la diversité des engagements. Elle l'est aussi dans les urnes, comme l'a démontré cette autre mobilisation large, contre le traité constitutionnel européen, en 2005. Elle s'est aussi exprimée sur les questions environnementales avec par exemple les batailles contre l'exploitation des gaz et huiles de schiste ou contre les OGM. Aujourd'hui, on la retrouve dans la mobilisation unitaire sur la santé.

Ces mobilisations ont en commun leur horizontalité, la pluralité des composantes organisées mais aussi cet élargissement indispensable au-delà des cadres militants habituels..

Cependant, si ces batailles ont été gagnées dans l'opinion, il y a pour la majorité des français une séparation entre les questions politiques et leur éventuelle traduction électorale et organisationnelle. Lutter contre cette séparation est un enjeu central.

Il faut pour cela des alliances, des coalitions et des actions communes, qui doivent faire gagner en crédibilité ces mouvements : crédibilité dans leur capacité à concurrencer réellement « les partis de gouvernement », crédibilité à représenter une alternative de projet, crédibilité pour s'opposer efficacement aux politiques gouvernementales, crédibilité à sortir du modèle de société qui nous est imposé, crédibilité aussi à être réellement différent des autres, du « système ».

Nous portons nos exigences d'élaboration collective, ainsi que le refus de voir les partis comme fers de lance des mouvements sociaux. Nous travaillons à l'élargissement permanent des mouvements sociaux, tant dans leur composition que dans leurs revendications, mais aussi dans leurs potentialités radicales.

Pour ce faire il faut des outils : c'est en premier lieu à notre propre organisation que cette nécessité s'impose tant pour être en capacité de se développer et de peser face à nos interlocuteurs, que pour développer analyses, pratiques et actions qui rendent crédibles ces exigences.

Formons-nous, mettons en place l'échange des savoirs, faisons en sorte que chacun-e soit suffisamment armé-e. Multiplions les expériences alternatives, allons à la rencontre des gens, développons des cycles de conférences, organisons des débats, investissons les nouvelles technologies de la communication, essayons, trompons-nous, inventons.

Les Alternatifs poursuivront leur travail d'élaboration (notamment dans le cadre des commissions du mouvement ou lors des journées thématiques et de l'université d'été), avec l'ambition de faire bouger les lignes en vue d'une politique de réduction massive du temps de travail, d'une écologie anticapitaliste, d'une sortie du nucléaire, de l'appropriation sociale et de l'expérimentation autogestionnaire. Ce travail passe par le maintien ou le

développement de leurs moyens et supports d'action (locaux, presse, autocollants, tracts, supports informatiques...).

Notre investissement dans les mobilisations « classiques » ne sera pas antinomique avec l'engagement pour la création d'entreprises coopératives, de circuits courts d'achats, de projets agricoles ou urbains alternatifs, ou la participation à des réseaux et actions de solidarité concrètes pour le droit au logement, aux soins, à l'éducation, tout comme avec les luttes des jeunes issus de l'immigration postcoloniale, des immigré-e-s et des peuples qui luttent pour leur libération. Dans toutes ces mobilisations, nous agissons pour construire chaque fois que c'est possible un bloc politico-social et citoyen large sans hiérarchie ou répartition des rôles entre les composantes, selon notre conception de parti-mouvement.

Ce projet, ces engagements ne sont pas des suppléments d'âme, mais le socle d'un processus de réelle transformation de la société.

Les Alternatifs participeront, sans exclusives aux élaborations, débats et initiatives allant dans le sens de l'alternative autogestionnaire et écologiste, avec les partenaires de la gauche alternative engagés dans le Front de Gauche, comme avec les courants de l'objection de croissance, anticapitalistes, et libertaires.

La convergence de la gauche alternative.

Les Alternatifs réaffirment leur volonté de construire avec d'autres courants, une force rouge et verte, autogestionnaire et féministe, large et démocratique. Les liens construits avec le courant unitaire du NPA puis avec la GA ont permis de constater des convergences tant sur le plan de la stratégie que sur celui de la nouvelle synthèse du rouge et du vert. Le débat doit se poursuivre avec cette organisation comme avec d'autres courants et militant-e-s (syndicaux, écologistes, féministes, antiracistes, ...), présents ou non dans le Front de Gauche et qui ont entrepris un travail en commun dans le cadre de l'appel Médiapart.

La plupart de ces courants et militant-e-s s'inscrivent désormais dans une logique articulant étroitement transformation, enracinement et élargissement du Front de Gauche et construction d'un pôle ou

« 3e pilier » que nous qualifions pour notre part d'alternatif.

Le débat est cependant loin d'être clos avec des secteurs, entre autres au sein de la FASE ou des communistes unitaires, qui jugent possible une évolution du Front de Gauche vers un « parti-creuset ». Nous ne partageons pas cette hypothèse eu égard aux perspectives du PCF et du PG comme aux divergences existant avec ces partis, mais partageons des exigences de démocratie et d'enracinement social.

Pour les Alternatifs, le regroupement d'une gauche alternative se réclamant du rouge et du vert, du féminisme, de l'autogestion, de l'altermondialisme, est indispensable. Ces références ne vont pas de soi dans l'ensemble de la gauche de transformation sociale et écologique et constituent une culture politique spécifique, distincte des références communistes, républicaines/socialistes de gauche ou écologistes de gauche. Les Alternatifs ne peuvent préjuger des formes que prendra le pôle rouge et vert, ils sont prêts à tous les échanges et initiatives communes qui permettront d'avancer dans ce sens, avec une première exigence : celle d'une démocratie qui concilie le dire et le faire.

Pour nous, une organisation radicalement nouvelle doit pratiquer une véritable démocratie interne, ce qui implique un travail important pour garantir les processus d'élaboration commune, l'expérimentation, le respect de ses minorités, et le droit des militant-e-s à l'objection individuelle ou collective comme le prévoient les statuts des Alternatifs, le fédéralisme, la décentralisation de ses instances, le pluralisme, la bienveillance et la transparence. Cela nécessite aussi un travail volontariste pour intégrer réellement, au sein de cette organisation politique, les jeunes, les classes populaires, les immigré-e-s, enfants d'immigrés, et tous ceux que les partis – même de gauche, même de la gauche de la gauche – ont tant de mal à intégrer. Cela signifie aussi une parité dans les structures internes et une vigilance permanente face à l'habitus phalocrate.

Il faut aussi repenser la place d'une organisation politique dans la société, ses liens avec les mouvements sociaux ou les enjeux sociétaux. Si la structure Parti peut garantir la démocratie interne, elle doit être croisée avec l'ouverture de la forme mouvement. Un parti-mouvement doit être en capacité de ne pas sacrifier l'intérêt collectif aux

intérêts d'appareil, ni s'imaginer comme représentant des mouvements sociaux, comme leur traduction électorale ou leur fer de lance. Il doit cependant se donner des objectifs de construction, dans la durée, des moyens pour les luttes et la capacité de les croiser et les lier.

Pour le rassemblement de la gauche de transformation sociale et écologique

Un tel rassemblement est nécessaire pour faire entendre à une échelle de masse une autre voix à gauche, alternative au social-libéralisme : ce fut par exemple le sens de notre engagement dans la campagne du « Non de gauche » en 2005 et ensuite dans les collectifs antilibéraux.

La construction de rassemblements larges, politico-sociaux et citoyens en soutien aux mobilisations, est un premier objectif, l'unité contre le traité européen d'austérité en est un exemple.

La construction de cadres unitaires pérennes de la gauche de transformation sociale et écologique, au delà des fronts communs conjoncturels dans les mobilisations, est également une orientation fondamentale.

Elle ne peut pas plus conduire à renoncer à notre projet autogestionnaire qu'à n'envisager cette unité pérenne que sur nos propres orientations, au risque de l'isolement.

La période qui s'ouvre est incertaine et porteuse de tous les dangers et de tous les espoirs. L'offensive néo libérale s'accroît, le PS au pouvoir n'apporte aucun élément de réel changement ni a fortiori d'alternative, le discrédit du politique risque de s'accroître encore, et le danger FN est bien présent.

La résistance et l'alternative passent par la mobilisation sociale et écologiste, la construction d'un pôle Rouge et Vert et par la constitution de blocs politiques de la gauche de gauche, regroupant des forces antilibérales, réformistes de gauche, alternatives, anticapitalistes. De tels blocs existent par exemple en Grèce ou au Portugal, avec l'objectif de devenir majoritaires. De ce dernier point de vue, la pérennisation et l'élargissement progressif du Front de Gauche est une donnée majeure de la gauche de transformation sociale et écologiste. Les interrogations quant à son attitude et au maintien de son unité face à un gouvernement PS ont reçu de premières réponses avec la non-participation gouvernementale même si le positionnement de certaines de ses composantes par rapport au Gouvernement Hollande-Ayrault demeure ambigu.

Le départ de la Gauche Anticapitaliste du NPA et son entrée dans le Front de Gauche a renforcé, comme par ailleurs la présence d'autres courants et militant-e-s des combats d'émancipation au sein de ce front, la perspective de construction d'un pôle de gauche alternative et écologiste. La démarche « tous ensemble » porte l'espoir d'un changement d'échelle pour cette gauche.

Un front n'est pas un mouvement politique unifié et encore moins un parti, mais un rassemblement qui permet de construire du commun dans le respect de la diversité des composantes politiques.

Les Alternatifs ont voté majoritairement pour participer au Front de Gauche.

L'analyse que nous faisons de cette situation globale nous amène à cette décision : face à l'approfondissement et l'aggravation d'une crise multiforme, l'urgence aujourd'hui est de faire front ensemble, comme en Grèce ou au Portugal, pour disputer l'hégémonie à gauche au social-libéralisme et porter une alternative unitaire. D'autant qu'une bataille vitale est engagée contre Droite extrême, et Extrême-droite.

Nous y participerons pour contribuer à sa construction, son élargissement, son enracinement démocratique, sa participation aux mobilisations sociales, écologistes, altermondialistes, antiracistes, démocratiques, féministes et internationalistes. Nous y défendrons notamment :

- un processus constituant visant une démocratie active (articulation entre les démocraties représentative et directe à tous les échelons, révocabilité, non cumul et limitation dans le temps des mandats, référendums d'initiative populaire, ...),
- une alternative écologiste radicale et la remise en cause de la logique productiviste (arrêt du nucléaire, reconversion écologique de l'industrie, transition énergétique diversifiée, etc.),
- l'appropriation sociale et la socialisation des services publics, leur démocratisation, leur extension, le refus de la marchandisation des biens communs (eau, déchets, assainissement, ...)
- le soutien aux reprises d'entreprises par les travailleurs et travailleuses,
- la réduction massive du temps de travail avec les embauches correspondantes,
- la lutte contre la précarité et le chômage,

- le retour au droit à une retraite décente à 60 ans,
- la lutte pour l'égalité hommes/femmes,
- l'égalité des droits contre toutes les formes de discriminations, et notamment la ségrégation spatiale et raciale des quartiers populaires,
- la promotion des langues et cultures régionales,
- la solidarité entre les peuples et l'opposition aux politiques néocoloniales,
- le développement d'alternatives concrètes et d'expérimentations écologiques et sociales,
- les pratiques militantes innovantes et anti-autoritaires.

Les Alternatifs participeront aux instances nationales du Front de gauche et à ses fronts thématiques où ils seront force de proposition. Ils contribueront au développement d'assemblées citoyennes de base (locales ou par secteur d'intervention), ouvertes aux engagements écologistes, féministes, solidaires, antiracistes, lieux de libre débat et de construction unitaire dans les luttes comme dans les urnes.

Ils défendront l'articulation entre

- le renforcement et la démocratisation des structures de base du Front, par la reconnaissance des adhésions individuelles,
- la construction des réponses politiques à porter ensemble dans la société,
- la participation de courants et organisations politiques divers dans le respect de leur apport et de leur expression spécifiques.

Ils porteront une vision du front visant à sa participation aux mobilisations dans un rapport non substitutif et non hiérarchique avec les mouvements sociaux, comme aux combats électoraux en indépendance vis à vis du PS.

Ils y contribueront à la convergence d'une gauche alternative et écologiste. Les Alternatifs travaillent à la constitution d'un pôle rouge et vert, féministe, autogestionnaire et altermondialiste. Des militant-e-s et courants pouvant se situer dans cette perspective se retrouvent au sein du Front de Gauche, beaucoup sont partie prenante de la démarche Tous Ensemble (Appel Mediapart).

La vérification des convergences se fera dans l'action, comme par le débat, dans le cadre de « Tous Ensemble » ou dans les échanges entre courants, les Alternatifs y participeront activement.

Les Alternatifs porteront dans tous les cadres d'action et de débat, sans exclusives, leurs orientations : - en terme de stratégie : pour un bloc politico-social et citoyen pour l'alternative, l'articulation entre cette construction politique, les expériences alternatives concrètes, les mobilisations sociales et l'auto-organisation ;

• en terme de projet : dans ses dimensions radicalement autogestionnaire, féministe et écologiste ;

• en terme d'organisation : pour un parti-mouvement, intellectuel collectif, outil pour les luttes, exigeant en terme de démocratie interne.

Les Alternatifs participeront au Front de Gauche en conservant leur indépendance et leurs moyens d'intervention.

Ils porteront leurs orientations dans le cadre unitaire du Front de Gauche comme dans toutes les mobilisations et les débats pour la transformation sociale et écologique et ce, avec des objectifs stratégiques clairs. Leurs références solidaire, écologique, féministe et autogestionnaire et leur orientation politique demeurent inchangées.

Ils poursuivront leur action pour l'alternative écologiste et autogestionnaire.

Les Alternatifs s'investiront dans des luttes sociales, écologistes, féministes, antiracistes pour y défendre une alternative unitaire, et contribuer à leur auto-organisation et à leur convergence.

Ils seront présents dans le champ électoral et institutionnel en cohérence avec leur projet, contre la droite et l'extrême droite et pour renforcer un bloc unitaire alternatif au social-libéralisme.

Contribuer à l'unité large contre la droite et l'extrême droite, en opposition et alternative au social-libéralisme, et développer la perspective autogestionnaire et écologiste : c'est en articulant ces deux démarches que les Alternatifs joueront pleinement leur rôle.

Le suivi de cette double démarche sera assuré par nos instances locales et nationales, et une évaluation en sera faite dès notre prochain congrès.

La Gauche Anticapitaliste, la Gauche Unitaire, le Parti Communiste Français, le Parti de Gauche, la FASE, le MOC, le PPLD, ENVIE, Alternative Libertaire et le PCOF étaient présents à nre congrès.

L'Alliance for Green Socialism et Raga Sénégal et Los Alternativos (état espagnol) avaient envoyé des messages aux congressistes.



(Contribution au débat)**Vers une reconversion écologique de l'économie et de la société**

Les Alternatifs contribuent à faire avancer la reconversion écologique de l'économie et de la société dans une perspective antiproduktiviste, anticapitaliste et autogestionnaire. Nous sommes face à un système qui pollue, marchandise les biens communs, dévalorise le travail, aliène les consommatrices et les consommateurs... Avec le "capitalisme vert", désormais avec "l'économie verte" (voir encadré en fin), le système en place essaie de transformer à son avantage la crise écologique, provoquée et prolongée par lui. Ce faisant, il n'apporte pas la bonne réponse ni pour l'humanité ni pour la planète ; au contraire, il nous éloigne de la solution.

L'aggravation de la crise écologique et de ses conséquences sociales dans chaque pays comme au niveau planétaire, impose de mettre en place un nouveau modèle économique remplaçant le système capitaliste et construit en rupture avec le modèle productiviste et la société de consommation.

Il s'agit de réaliser une reconversion écologique de l'économie dans sa globalité et dans chaque secteur de production et d'échange : énergie, industrie, agriculture, distribution, aménagement et urbanisme. Dans ses trois composantes (production, consommation et échange), le système économique à construire doit répondre aux objectifs suivants¹ :

- satisfaction prioritaire et totale des besoins humains fondamentaux : alimentation, formation, logement, santé, culture ;
- limitation des autres productions avec priorité pour les biens et services améliorant les conditions de vie et de travail, recherche d'un usage collectif et

(Contribution au débat)

Cette contribution est issue de la commission «économie et social» qui s'est inspirée des textes des derniers congrès. Dans sa forme actuelle, elle a bénéficié d'un échange avec la commission écologie et de certains éléments tirés de la note «reconversion écologique» du groupe animé par Evelyne Perrin et Benoît Borrits. Cette contribution n'en reste pas moins un document d'étape à discuter et à améliorer sans modération.

économique des biens durables (transport, logement, équipements culturels et touristiques, ...) et accès le plus équitable possible de tous aux biens et aux services ;

- répartition harmonieuse de la production sur tout le territoire ;
- recherche avec les pays voisins et amis de formes de coopération et d'échange répondant aux critères ci-dessus pour chaque pays concerné.

Ces orientations pour un «alterdéveloppement» (idem) permettent de répondre à la question de l'évolution de la production et de la répartition des biens ou de la richesse en dépassant les débats entre décroissance et type de croissance, en s'inscrivant dans une recherche de sobriété.

Réaliser cette conversion écologique, entendue comme un autre système économique, implique bien sûr une transition permettant de construire progressivement les conditions politiques, sociales et économiques, d'une telle transformation de la société. Cette transition doit notamment permettre l'affaiblissement progressif du système en place. Elle constitue donc un processus en vue de la réalisation d'un projet, processus et projet étant dialectiquement liés, chacun déterminant l'autre de façon évolutive au fur et à mesure des conquêtes et de l'avancement du projet.

Après l'évocation de quelques orientations pour la transition, sont développées (en 2) des pistes thématiques ou sectorielles relevant soit du projet, soit de la transition, soit encore de la conversion aboutie, pour évoquer (en 3) sur quelques exigences pour la période actuelle.

1. Quelques orientations pour la transition écologique et sociale

1.1 Cette transition implique à la fois et de façon articulée :

- des changements politiques et réglementaires marquant une rupture, par exemple en matière d'énergie, de politique économique (aides aux entreprises en conversion, recherche ...)
- la constitution progressive d'un fort mouvement social réunissant des travailleurs avec des citoyens/

consommateurs et liant objectifs sociaux et écologiques ; ce mouvement suppose la combinaison d'organisations proposant et défendant une politique et un ensemble de pratiques collectives dans les territoires et les entreprises ou services ;

- une intervention, avec du capital socialisé, dans les secteurs clefs pour constituer des unités productives favorables aux nouvelles orientations, unités relevant de l'économie sociale et solidaire (ESS) ou autres. Cette intervention implique bien sûr une évolution du système financier.

L'articulation de ces trois éléments doit permettre :

- d'engager l'élaboration du projet et démontrer rapidement qu'une reconversion est possible dans l'intérêt du plus grand nombre ;
- d'aller rapidement au delà du seul développement des façons de produire et de consommer d'emblée inscrites dans un projet de reconversion : par exemple, il ne suffit pas de favoriser le développement des circuits alimentaires courts avec du bio ; il faut aussi faire évoluer les entreprises en amont et en aval de l'agriculture pour favoriser l'évolution d'un grand nombre de producteurs et de consommateurs.

1.2 Cette transition exige une planification écologique souple et décentralisée :

• En effet, ces trois changements doivent être réalisés en fonction de priorités définies politiquement, socialement, techniquement et économiquement ; ils doivent progressivement concerner tous les aspects du système productif (produits, technologies, investissements, emplois, organisations), des échanges, de la consommation et de l'organisation territoriale (aménagement et urbanisme). La planification écologique au sein de la planification générale est donc indispensable. On ne peut limiter l'écologie à la seule relation, «humanité et nature». Cette relation est importante dans la construction du mouvement social - il nous faut effectivement «changer notre rapport au monde» - mais oublier les conditions productives, traduisant ce changement, conduirait à un idéalisme inefficace, donc dangereux.

• Il ne peut bien sûr s'agir d'une planification centralisée et rigide («à la soviétique») :

- les notions de priorité et de progressivité seront d'application souple, en fonction d'opportunités (reprise de capital ..., mouvement social fort) ou de nécessité : besoin à un moment donné d'un ensemble de nouvelles règles pour marquer une rupture sur la base d'un rapport de force favorable ou pour le créer ... Cette souplesse ne peut cependant ignorer certaines nécessités ou priorités comme d'un côté l'énergie en tant que secteur déterminant, l'agriculture et l'alimentation de l'autre, où les changements en cours peuvent être amplifiés par les politiques publiques et par le mouvement social articulant équité/santé/écologie/emploi.

- la planification devra donc être souple pour intégrer les questions de rythme. Surtout, elle devra être largement décentralisée et dialectique pour intégrer au mieux les revendications et propositions élaborées dans les quartiers, les entreprises... Mais cette planification souple et décentralisée devra également tenir compte du caractère systémique de la transition écologique, y compris dans certains cas, de ses aspects contradictoires au sein des couches populaires. Cette planification devra donc, à divers titres, être à la fois « technique » (écologique, économique, technologique) et politique. Elle devra aussi prendre en compte l'évolution de la productivité générée aux plans micro et macro économiques par les mutations nécessaires. Elle ne peut donc être seulement un ensemble de propositions sectorielles ou locales issues du « bon peuple » et (ou) de la technocratie.

2. exemples d'orientations sectorielles pour la transition et la conversion :

2.1 Conversion énergétique :

- impulser rapidement un changement significatif en matière de politique énergétique, avec comme objectif la sortie rapide du nucléaire, civil et militaire ; à court terme, il s'agit, en France, de fermer définitivement les 21 réacteurs ayant atteint l'âge de 30 ans, nécessité rendue plus immédiate encore par la catastrophe de Fukushima et les multiples incidents et facteurs de risque que connaît le parc nucléaire français. C'est un objectif réaliste, pouvant être mis en œuvre en mobilisant des capacités de production sous utilisées en lien avec d'autres axes de la conversion énergétique :

- arrêter l'exploration et l'exploitation des gaz et huiles de schiste,

- accroître l'efficacité et la sobriété énergétiques et promouvoir les énergies alternatives,

- interdire la production et l'emploi des agrocarburants, notamment importés.

2.2 Conversion industrielle

Dans ce cadre, les forces de la gauche de transformation sociale et écologique doivent réfléchir aux conditions de la transition de l'économie capitaliste actuelle vers une économie garantissant la satisfaction des besoins sociaux et économiques dans le respect de la planète. Il s'agit en particulier de favoriser la sobriété, dans le choix des technologies comme dans les comportements des consommateurs. L'enjeu prioritaire est de réaliser la conversion de secteurs industriels dommageables sur un plan écologique, par exemple l'armement, l'énergie et l'automobile. La création d'un fonds national de reconversion industrielle paraît indispensable. Son efficacité dépendra à la fois du montant de ses ressources et d'une bonne anticipation des besoins de reconversion, par exemple par la planification évoquée en

1. Les travailleurs des secteurs en conversion ne doivent pas pâtir de cette réorientation de l'économie. Ils doivent bénéficier d'une « sécurité professionnelle » avec formation pour les filières et technologies industrielles plus vertueuses sur le plan environnemental et correspondant aux besoins prioritaires et démocratiquement définis.

2.3 Conversion agricole et alimentaire

Ces deux domaines sont au cœur des objectifs écologiques et sociaux de la transition. Il faut cependant prendre en compte les nombreuses difficultés de cette transition en raison du poids du capitalisme dans l'ensemble du système alimentaire et de la logique productiviste d'une grande partie des systèmes agricoles ; l'agriculture paysanne et autre agriculture familiale durable, à favoriser, sont en effet minoritaires. L'amélioration de l'agriculture et de l'alimentation concerne l'ensemble de l'agriculture et pas seulement les filières labellisées et les formes innovantes (circuits courts ...). Ainsi, pour revenir à une agriculture et une alimentation socialement et

écologiquement satisfaisantes², il faut à la fois :

- fixer des objectifs précis et ambitieux (bien davantage que le Grenelle) en matière de règles de production, en favoriser ou en contraindre l'application, développer la recherche publique et les moyens d'information/formation, en lien avec l'enseignement ;

- imposer des changements aux entreprises d'amont et d'aval (commerce inclus), y compris avec constitution d'entreprises avec capital socialisé ;

- limiter la concentration des exploitations par une politique foncière contraignante et par un régime d'aides publiques adapté, dans le cadre d'un système de prix rémunérateurs associé à un objectif de maintien des emplois et de durabilité ;

- Favoriser l'évolution des comportements alimentaires et l'accès de toutes et tous à une alimentation de qualité.

Cette politique doit être traduite à l'échelle régionale, par exemple pour sortir du productivisme en Bretagne et dans le bassin parisien. Toutes ces évolutions dépendent largement d'une autre politique agricole européenne mais d'importantes marges de manœuvre existent au plan national ; elles doivent être rapidement mises en œuvre avec les paysans et les consommateurs. De même, au niveau international, la conquête de la souveraineté alimentaire, inexistante actuellement en raison des règles commerciales et du poids des firmes, peut commencer par des décisions prises avec d'autres pays, en dérogation aux règles de l'O.M.C.

Conversion des transports et de la distribution

Il faut inverser la tendance actuelle du capitalisme dans les différents segments des biens de consommation finale, alimentaire et autres : réaliser « son » marché à l'échelle mondiale avec les grands groupes de la production et de la distribution pour produire au moindre coût et avoir la plus grande masse de consommateurs. Il faut aussi casser notre propre système de distribution, fondé sur les grandes surfaces appartenant à quelques groupes, système qui fait pression sur les producteurs et impose un mode de consommation inadapté. Par ses flux tendus et son mode d'approvisionnement, ce système

multiplie les transports et accélère les délocalisations, détruit les systèmes locaux de production et d'échange (commerce de proximité ...).

Déconstruire ce système et en construire un autre constituent des opérations complexes et difficiles tant ces secteurs sont constitutifs du capitalisme néolibéral mondialisé. Là aussi, l'extension des alternatives actuelles (circuits courts alimentaires, commerce équitable aux différentes échelles, ...), le développement de nouvelles pratiques individuelles ou de groupe, aussi nécessaires et intéressantes soient-elles, ne peuvent suffire. Certes, il faut favoriser les pratiques alternatives et les comportements vertueux, via notamment la restauration collective, mais il faut en même temps interdire aux grands groupes certaines pratiques d'achat, de concentration, de marges. Il

faut aussi, comme indiqué à propos de l'industrie, attaquer le système au cœur en développant des formes socialisées d'entreprises de production et d'échange.

2.5 Conversion en aménagement du territoire et en urbanisme.

Dans ce domaine, les évolutions semblent plus faciles en raison du poids des politiques publiques et du rôle possible des citoyens. Mais le poids de la matérialité est très grand : coût et durée de vie du bâti, caractère structurant des infrastructures, prégnance de la voiture, trop fortes ou trop faibles densités de l'habitat ... Les enjeux, à l'articulation du social et de l'écologique, sont très importants : dé ségréguer la ville, construire de nombreux logements, améliorer l'habitat existant, aux plans énergétiques et autres, renforcer les services publics en zones rurale et

urbaine. Il faut aussi mieux répartir les productions en lien avec la conversion de l'industrie, de l'agriculture de la distribution, protéger les ressources (sols, eau, milieux). Autant de chantiers, conditions et résultats de la conversion écologique, à mener en donnant toute leur part aux citoyens-producteurs-consommateurs-habitants et à leurs organisations, locales ou non. La démarche «villes en transition» (ou territoires) peut constituer un appui intéressant à condition de bien articuler questions sociales et écologiques avec les couches populaires.

3. La période actuelle implique de s'organiser et de se mobiliser:

3.1 Se mobiliser sur trois axes ...

- pour prendre en compte, à toute échelle, les conséquences sociales (niveaux de pollution et de risque, perte d'emploi, de pouvoir d'achat, conflits pour l'appropriation des matières premières ...) des dérèglements écologiques et élaborer démocratiquement des alternatives qui répondent effectivement à ces inégalités. Il s'agit ainsi de contribuer à associer une majorité de travailleurs, de consommateurs, de citoyens, ici et dans un grand nombre de pays, à la construction d'un projet écologique et solidaire, fondement d'une stratégie antiproductiviste et anticapitaliste.

- pour mener des luttes et participer à des alternatives combinant ces deux orientations avec la recherche de mises en place de formes autogérées dans les débats et dans les organisations de production et d'échange. De telles formes doivent favoriser le dynamisme et l'innovation des forces populaires dans leur démarche anticapitaliste à court terme.

- pour dénoncer, par nos positions et par nos luttes, la poursuite des pratiques capitalistes dans la production, les échanges et les discours, y compris celles relevant du capitalisme «vert» (voir encadré) avec maintien des mêmes objectifs de profit, du technicisme des indicateurs et des propositions. Cette forme de capitaliste et les entreprises qui le composent ne remettent pas en cause l'actuel modèle de production et le renforcent : agrocarburants, nucléaire, ... au lieu d'une alternative énergétique. Plus récemment, la stratégie «d'économie verte» s'avère encore bien plus dangereuse. Cette poursuite du système capitaliste conduit à l'aggravation de la crise écologique tout particulièrement aux dépens des pays et

A PROPOS DU CAPITALISME «VERT» ET DE «L'ÉCONOMIE VERTE»

Pour certains le capitalisme «vert» peut contribuer à la transition écologique. Nous sommes radicalement opposés à cette vision pour deux raisons :

- même «vert», ce capitalisme reste capitaliste : les entreprises influencent, souvent déterminent, les façons de produire, les choix de production, les modes alimentaires (pour l'agriculture), donc les rapports de prix, les évolutions de structure ; le système conserve sa logique de profit associée à la non prise en compte des coûts « externes » et ses objectifs de marchandisation maximale de formatage et de pression (publicité, lobbys ...).

- si le «verdissement» est souvent appréhendé comme une «bonne» solution à la crise en offrant une nouvelle base d'accumulation, elle-même favorable à l'amélioration de la situation énergétique, voire écologique, cette base en favorisant le système ne peut, à terme, que s'avérer contradictoire avec une transition et une conversion écologique et sociale.

Actuellement, le capitalisme vert se développe principalement dans le champ de l'énergie : côté production avec de nouvelles technologies (comme pour l'éolien offshore) ou de nouvelles ressources (gaz de schiste, agrocarburants) et côté de l'usage (voitures basse consommation, voiture électrique...). Le traitement de l'eau et des déchets et des pollutions qu'il produit constitue aussi un enjeu économique extrêmement important dans un contexte de fort développement et de marchandisation par des entreprises privées sur financement en partie public au cœur d'un processus de financiarisation de ces activités,

y compris avec opposition à l'évolution vers un droit protecteur pour l'eau Par contre il se protège au maximum côté changement climatique, soit en créant de nouveaux produits marchands (marché carbone) soit en freinant au maximum l'application des recommandations du GIEC.

Certes, ce capitalisme rencontre, au delà de sa contradiction de fond entre finitude des ressources et productivisme, des limites concrètes : montant des investissements, possible baisse de rentabilité. Mais il serait dangereux de compter sur ces limites pour penser que ce capitalisme peut être provisoirement bénéfique sans dommage à plus long terme.

La dernière manifestation de cette dangerosité du système est l'offensive lancée lors du dernier sommet de Rio autour de «l'économie verte» : pour sauver les ressources écologiques et leurs services, il est proposé de leur donner un prix et ainsi rendre possible leur marchandisation et en faire une source de profit. Ainsi, au lieu d'être protégée et valorisée aux différentes échelles par une protection/gestion publique des biens communs, la nature se trouverait incluse dans l'ensemble des processus économiques marchands et capitalistes : appropriation par des agents privés, investissements, création de valeurs, spéculation ... La crise écologique est bien au cœur du système mais celui-ci tente de s'en sortir en développant une stratégie exactement opposée à celle nécessaire pour l'humanité et pour la planète.

Ne nous laissons pas manipuler par le verdissement du vocabulaire.

des groupes les plus menacés, comme à l'échec des négociations internationales (Copenhague, Rio 2012...), aux trois ans de reculades dans l'application des faibles propositions du Grenelle.

3.2 tenir compte de deux exigences :

- veiller à ce que les initiatives relativement aisées dans des secteurs où l'autonomie des producteurs et des consommateurs vis-à-vis des forces capitalistes est forte (circuits courts alimentaires, fonctionnement urbain ...) soient confortées et pérennisées par des initiatives dans des secteurs directement dominés par les formes capitalistes de la production et de la finance, aidées par les technostructures (automobile, énergie ...). Il faut aussi que chaque groupe, y compris le nôtre, traduise dans ses choix concrets le refus des modèles et comportements dominants (consumérisme, gaspillages). Ces initiatives concrètes doivent être des vecteurs de mobilisation des forces alternatives et d'affaiblissement du système.

- participer à un projet politique émergeant au sein d'un front politique et syndical large, porté par lui dans les luttes et, au plan plus politique, par une gauche de transformation sociale et écologique. Au sein de l'ensemble de cette gauche et du courant de la gauche alternative, les Alternatifs y contribuent dans les luttes (opposition au projet d'aéroport de Notre Dame des landes, au nucléaire, aux OGM, inscription dans des projets alternatifs, ...) et dans une réflexion militante sur la question de la conversion écologique. Le travail d'élaboration de critiques des choix actuels et de propositions alternatives reste essentiel après les dernières élections³.

La conversion écologique implique donc une dure bataille qui nécessite, dès la phase de transition, de favoriser et de multiplier les alternatives déjà en place ou à venir mais aussi de s'attaquer, par des règles et par des investissements, au cœur du système pour l'affaiblir et le remplacer. Il faut aussi un projet politique porté par un fort mouvement social et politique. ■

Commission économie et social des Alternatifs

1. Voir p 40 de «Propositions pour une économie autogestionnaire, contribution au projet politique des Alternatifs» ; groupe de travail sur l'économie des Alternatifs. 54 p, brochure disponible au siège et sur le site www.alternatifs.org.

2. La tâche sera rude car au delà de faire plier le capitalisme à l'amont et à l'aval, le passage d'ici 2050 à une agriculture fonctionnant à 50 % en AB et à 50 % «en agriculture durable» (contre environ respectivement 5 % et 15 % actuellement) et à un régime alimentaire beaucoup plus sobre, ne permet de réduire que de 50 % le volume de GES émis, alors qu'il serait souhaitable de le réduire de 75 % ; scénario AFTERRRES 2050 ; SOLAGRO, www.solagro.org.

3. Ce travail ne doit pas faire l'économie d'une analyse approfondie des programmes existants, notamment de celui du Front de gauche pour la présidentielle, dont le contenu, vu notamment du côté de l'agriculture, ne permettait pas une réelle transition.

EGALITE DES SALAIRES ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES : MAINTENANT !

La campagne nationale pour exiger ensemble la revalorisation des métiers et l'augmentation des salaires dans tous les secteurs professionnels féminisés lancée en 2011 a organisé, le samedi 20 octobre à la Bourse du travail de Saint Denis, une réunion d'information et de revendication d'égalité à l'initiative du Collectif National pour les Droits des Femmes (CNDF), de Femmes Egalité, d' ATTAC... De nombreuses associations, syndicats et mouvements politiques soutiennent cette campagne.

Par une alternance d'interventions, d'animations du théâtre forum « féminisme enjeux » et de témoignages de femmes en luttes, ces 6 heures pour l'égalité ont confirmé la persistance des inégalités:

- malgré 5 lois sur l'égalité salariale depuis 1972, les femmes gagnent toujours 27% de moins que les hommes

- les femmes sont majoritaires parmi les smicard-e-s, les précaires, les travailleurs et travailleuses pauvres, les temps partiels (80% sont des femmes)...

Le noyau dur des inégalités salariales se situe dans les métiers «féminisés», ceux où la

main d'œuvre est très mal payée, les conditions de travail très pénibles et où les stéréotypes sont bien répandus. Les femmes auraient de «naturelles»

Exigeons une formation professionnelle pour les métiers d'aide à la personne

Le secteur des services à la personne est aujourd'hui un secteur en plein expansion et spécifiquement occupé par des femmes.

Ce sont des emplois précaires, mal rémunérés : l'argument fréquemment avancé est le peu ou pas de formation des personnes embauchées pour ces travaux.

Or tous ces emplois, comme leur nom l'indique sont des services certes, mais à la personne. Les employées se trouvent sans cesse confrontées à des êtres humains, qui, s'ils demandent une aide signifient par la même qu'ils sont donc dans des situations de vulnérabilité: les personnes âgées dépendantes, des personnes présentant des troubles psychiques ou moteurs, des jeunes personnes avec des enfants en difficultés...

L'accompagnement de ces personnes n'est en aucun cas une évidence, elles sollicitent beaucoup, sont parfois dans des périodes de deuil de leur capacités. Nous savons que ces deuils sont difficiles et rendent fréquemment les personnes agressives. Les accompagnantes devraient donc bénéficier de formations en relation humaines solides pour pouvoir faire face à ces situations. Elles sont parfois en danger. Nous soutenons donc que le peu de qualification qui est un argument du peu de rémunération ne saurait être soutenable dans la mesure où ces personnes ont besoin de formations et de soutien et analyse de leurs pratiques, que leurs employeurs oublient trop souvent de mettre dans les priorités. ■

prédispositions dans les tâches comme l'accompagnement à la personne, le ménage, la cuisine, les soins, le relationnel... Bien qu'exerçant un vrai métier leur travail est dévalorisé.

C'est là aussi que les employées à temps partiel imposé sont les plus nombreuses. En France, le recours au temps partiel s'est développé depuis le début des années 90 sous l'impulsion de politiques fortement incitatives qui répondent notamment à la demande des entreprises d'avoir une main-d'œuvre plus flexible...

Caissières, aides à domicile, cantinières, femmes de chambre, ouvrières, salariées licenciées,... ont témoigné de leur galère quotidienne : stress, peu d'autonomie, peu de possibilités d'évolution de carrière, horaires décalés ou morcelés, journées à rallonge auxquelles s'ajoutent, les temps de trajet entre deux missions non payés !

Nous voulons l'égalité des salaires, maintenant !

Exigeons ensemble la revalorisation des métiers et l'augmentation des salaires dans tous les secteurs professionnel féminisés. ■

Florence et Pénélope
avec la commission
féminisme

Signez la pétition

<http://www.mesopinions.com/petition/social/egalite-salaires-entre-femmes-hommes/8441>

SOUTENIR LE PEUPLE SYRIEN, FAIRE FACE À LA GUERRE

- Les soulèvements du printemps arabes sont des mouvements populaires aux racines profondes, contre les régimes dictatoriaux et autoritaires, contre l'injustice et les inégalités, l'oppression et le mépris. Ils ne sont pas les fruits de manœuvres des puissances extérieures. Pas plus en Syrie qu'en Egypte ou à Bahreïn les peuples n'ont comploté contre eux-mêmes.

- En Syrie, pendant des mois, les centaines de milliers de manifestants pacifiques ont demandé des réformes, une partie de l'opposition a cherché à dialoguer avec le régime. Ce dernier a fait mine d'accepter le principe d'ouvertures démocratiques, sans effets concrets, tout en intensifiant la sanglante répression. En fait le régime a choisi explicitement l'option de la guerre interne, y compris dans sa dimension de conflit interconfessionnel. Dès lors la logique de guerre s'est inexorablement développée. Le régime a gagné son pari et a imposé la guerre, mais il l'a perdu car il s'est avéré incapable d'écraser militairement l'opposition.

- Le régime a tout de suite dénoncé un « complot impérialiste », et, avec ses partisans, expliqué que la guerre en cours était le fruit de l'ingérence étrangère. Depuis ses origines ce régime n'a jamais mis en danger les intérêts des occidentaux, il était ces dernières années devenu leur partenaire apprécié, en particulier des turcs et des français. Cela n'empêchant pas son alliance avec la République Islamique d'Iran, ni ses bonnes relations avec les Russes. Iraniens et Russes contribuent aujourd'hui à ses moyens militaires pour la guerre interne. Une fois celle-ci déclenchée, progressivement et de manière diverses, les pétromonarches et les pays de l'OTAN ont de leur côté soutenu la résistance (y compris armée). La guerre interne a provoqué l'ingérence extérieure et non l'inverse.

Comme en écho aux vétos américains concernant Israël, les vétos russes et chinois au conseil de sécurité ont limité les pressions internationales contre le régime Assad. Nombreux sont ceux qui ont pourtant appelé à une intervention armée « comme en Libye » pour en quelque sorte imposer la paix par la guerre. Si une intervention, qui ne pourrait être que « comme en Irak » n'est pas à l'ordre du jour, la guerre va durer puisque le régime ne peut écraser l'opposition et que l'opposition, même si elle reçoit demain des armes antiaériennes, ne

peut vaincre les forces armées du régime. La paix peut-elle renverser la dictature ? Des cessez-le-feu locaux sont tentés, un mouvement, de « réconciliation » cherche à agir. La « désescalade » peut-elle modifier la donne ? La fin des combats suppose la fin du régime en l'état.

L'une des forces du régime est liée aux faiblesses, de l'opposition qui peine à incarner une alternative crédible, inclusive, indépendante, du fait de ses divisions et contradictions (entre intérieur et extérieur, laïques et islamistes, libéraux et gauchistes, confessions et communautés. Le Conseil national syrien (CNS) a échoué dans sa prétention à représenter toute l'opposition mais le CCNCD concurrent n'a pas plus réussi. Les comités de coordination locaux qui incarnent la résistance sur le terrain ont des difficultés dans le contexte de guerre tandis que se développent les différents groupes armés, dont des djihadistes hostile à l'alternative démocratique. La constitution, après de fortes pressions extérieures (dont Hilary Clinton), d'une nouvelle « Coalition » (incluant un CNS rénové) est-elle de nature à créer une nouvelle dynamique ? Dans ce contexte doit-on envisager une escalade de la guerre ? Ou avec des ruptures au sein du régime, une chance de sortie de guerre ? Ou un processus combinant les deux ?

- La prolongation de la guerre interne détruit la Syrie d'aujourd'hui et celle de demain. La logique de guerre nourrit la peur des communautés, développe la haine, encourage les groupes djihadistes. La mise en échec de l'armée d'Assad accélérera la chute du régime mais une guerre généralisée, avec intervention de l'extérieur, même si elle faisait tomber Assad hypothéquerait l'avenir de la Syrie et de la région. Il faut favoriser toutes les actions provoquant l'isolement du clan Assad, la division de son système, la consolidation des organisations de la société syrienne à l'intérieur et à l'extérieur du pays (y compris une aide massive aux réfugiés de l'extérieur comme au déplacé de l'intérieur).

- Les mouvements progressistes sont restés scandaleusement passifs et silencieux vis-à-vis du mouvement populaire syrien pendant la première phase de la révolution syrienne en 2011. Que ce soit dans les pays arabes, dans l'Europe voisine, et dans le monde, ce silence, cette inaction, voire cette complaisance vis-à-vis de la dictature n'ont fait que conforter le régime Assad dans son projet de guerre interne. Cette guerre

Suite de notre série « Les saloperies atomiques à fermer immédiatement ». Étape 7 : région Centre, Chinon, en Indre-et-Loire

CENTRALE NUCLEAIRE DE CHINON : VOUS EN REPRENDREZ BIEN UN VERRE ?

généralisée ayant favorisés l'apparition de groupe salafistes ou djihadistes sur le terrain, certains y ont trouvé prétexte pour justifier en 2012 leur passivité ou de leur complaisance, oubliant la résistance civile et les forces démocratiques syriennes, ne contribuant en rien au retour à la paix. Ils se sont souvent cantonnés dans la condamnation d'une intervention militaire occidentale directe qui n'était d'ailleurs pas à l'ordre du jour... Rompant avec cette passivité, dénonçant toute complaisance, les mouvements progressistes doivent développer la solidarité avec la lutte du peuple syrien pour la démocratie la paix civile et la sécurité de toutes et tous. Cela signifie le soutien à toutes initiatives d'aide aux réfugiés à l'extérieur du pays et, en cherchant tous les moyens possibles, aux personnes déplacées à l'intérieur; L'appui mouvement démocratique et populaire syrien dans sa diversité, à ses moyens d'expression, d'organisation et de débat; L'aide aux médias libres et indépendants; Le soutien à toutes les initiatives de dialogue intercommunautaire et de refus de la guerre « ethnique et confessionnelle »; L'organisation de réseaux internationaux de solidarité avec la société civile syrienne à l'instar de ce qui s'est fait pour d'autres pays de la région; Le soutien à l'indépendance et à l'intégrité de la Syrie, le refus des tutelles et ingérences étrangères, le rejet de toute intervention militaire; Le soutien à toutes les initiatives pour promouvoir la paix civile, la démocratie, la fin des occupations pour les peuples de la région. ■

Bernard DREANO

Après plus de 20 ans de présence dans la CLI du CNPE (*) de Chinon-Avoine, il faut une certaine dose... de philosophie pour parler d'une des plus grosses merdes nucléaires nationales : en tout 7 réacteurs, dont 4 REP en service, et 3 de type UNGG en cours de démantèlement « différé » (sous-entendu, on laisse le boulot et la facture aux générations à venir). C'est vrai aussi que, pour l'instant, on ne sait pas vraiment faire : aux dernières nouvelles le démantèlement de Brennilis, le petit prototype, est encore différé !

Ici, tout pour plaire. Si le centre de CHINON-AVOINE est classé parmi les deux plus merdiques du parc (avec Saint-Alban) et reste sous « contrôle renforcé » de l'ASN, ce n'est pas un hasard... mais le fruit d'une longue dérive, orchestrée par une succession de prétentieux et arrogants directeurs, dans un environnement politique très favorable... aux retombées financières dont se vante largement EDF.

Une large omertà de l'ensemble des acteurs de l'entreprise (aucune relation possible avec les syndicats, par exemple) étouffe toute information et action sérieuses. Néanmoins, pour des raisons de « sûreté », l'intersyndicale a fait grève un mois durant. Principal argument : le développement de la sous-traitance (jusqu'à huit niveaux, est-il avoué par EDF), qui justifie pleinement la « surveillance renforcée » de l'ASN, mais aussi les remontrances de l'Union européenne. C'est assurément « le facteur humain » (terme officiel) qui est le premier maillon faible. Sous-entendu, tous ces pouilleux (y compris gens du voyage et handicapés mentaux « légers ») qui acceptent un peu n'importe quoi. Eh oui ! Lire aussi La Centrale, d'Elisabeth Filhol, un roman réaliste dont une grande partie se déroule sur Chinon.

Un exemple. En mai 2010, un sous-traitant (comme il se doit) fait le ménage dans une piscine. Dix jours plus tôt, une cartographie des lieux avait décelé une anomalie radioactive importante. On ne lui dit pas. Le type ramasse une pièce métallique qui traîne.

En 7 secondes, il se choppe son overdose... Incident classé niveau 2, fait rare en France.

Mais tout va bien pour lui, rassurez-vous ! L'ASN (le gendarme ?) est informée trois

jours plus tard. Enquête, rapports, bref. Au mois de juillet, on devait avoir la réponse de l'opérateur pour expliquer ses insuffisances. Elle est donnée, nous dit-on, à l'ASN, mais pas à la CLI. Malgré mes demandes réitérées plus d'un an durant, pas moyen d'avoir ce CR. J'essaie par en haut. Pas plus de réponse... Solidarité dans l'omertà ! Ma CLI ne cherche pas à en savoir plus. Les syndicats ne mouffent pas. Quant à l'accidenté, aucun procès, rien ! Faut dire que, si le gars se plaint, il est grillé à vie et son patron avec : pas question de perdre un client comme une centrale nucléaire !

Et le « gendarme » (ASN) me direz-vous ? Eh ben RIEN ! Imaginez un ado qui renverse

La centrale de Chinon en chiffres

Réacteurs à l'arrêt définitif (UNGG)

Chinon A1 (70 MW ; 1963-1973)
Chinon A2 (180 MW ; 1965-1985)
Chinon A3 (360 MW ; 1966-1990)

Réacteurs en service (REP palier CP2)

Chinon B1, B2, B3, B4 : 4 x 905 MW
Cœurs MOXés à 30 %
Âge : 30, 29, 26 et 25 ans
(1ère connection au réseau : 1982, 1983, 1986, 1987)

AGGLOMÉRATIONS VOISINES

CHINON, 10 000 hab (env. 25 000 pour la communauté de communes), mais aussi TOURS, à 40 km sous les vents dominants d'ouest, et ANGERS, à 40 km à l'ouest, en aval sur la Loire (et qui récupère les effluents des 14 réacteurs de Belleville, Dampierre, Saint-Laurent, Chinon et Civaux).

Bref, deux conurbations de plus de 300 000 habitants chacune, soit près d'1 million d'habitants dans un rayon de 50 à 60 km.

Toute la région est agricole, avec beaucoup d'intensification sociale (un peu comme le bas-Rhône) : légumes, fruits, horticulture, et vignes... grâce au climat très favorable (« le jardin de la France »)... hypertouristique, inscrit au patrimoine de l'UNESCO... La cata nucléaire serait aussi une énorme cata économique...

avec sa mob une vieille sur un passage clouté : « mise en danger de la vie d'autrui ». Ça lui coûterait très cher ! Eh bien, une centrale, par négligence, peut envoyer un type ad patres sans rien craindre, pas même une réprimande.

Alors, vous voulez des chiffres, la succession des incidents (trois niveau 1 en 2011, une flopée de niveau 0...), la kyrielle de dysfonctionnements ? Visitez le site de l'ASN... Tout y est, des centaines de pages de rapports en tout genre. Quand on aime on ne compte pas !

Quelques perles. Un matin de juillet, une grosse fuite d'huile est repérée par des pêcheurs sur la Loire, vers Angers, à plus de 50 km de là. La centrale, elle, n'avait rien vu ni enregistré.

La prise d'eaux de refroidissement n'a jamais été correctement aménagée... depuis 50 ans quand même ! Aussi s'ensable-t-elle régulièrement, et il faut



curer l'ensemble. Garantie de « source froide » disent-ils ? Mais la même gèle aussi, et il faut alors appeler le Génie militaire pour dégager la banquise à l'explosif.

Le système de pompage de secours, visité lors de la visite « stress-test » post-Fukushima (j'ai eu l'honneur de participer aux deux jours d'enquête avec l'ASN) se fait dans un canal encombré de jussie, une plante vivace fort envahissante.... La nouvelle prise d'eaux ne sera opérationnelle qu'en 2014.

Quelques autres caractéristiques originales. Depuis des décennies, je clame que la région est sismique (je suis géographe). Elle a été reconnue officiellement comme telle en 2000 : 40 ans après la mise en service du premier réacteur.

Selon EDF, « ils ont resserrés quelques boulons » (sic !) et voilà le travail. Mais, grande nouveauté, on devrait avoir un « GT » sur le sujet en 2013 : quelle satisfaction ! Il faut savoir qu'EDF possède son propre organisme géologique (le SEPTEN) pour gérer ET la reconnaissance ET la construction en zone à risque. Et pourtant, avec l'inspecteur de l'ASN, nous les avons bien vu ces microfailles à proximité des installations.

La Loire est connue pour ses crues. La référence est celle de 1856, une catastrophe nationale à l'époque. Aujourd'hui, on estime à 3 milliards d'euros les dégâts prévisibles lors d'une telle crue. Mais il y a une polémique pour la

centrale. La référence de cote, sur site, est bien celle de la crue... mais après que les digues aient lâché. A notre question et à notre grande surprise, il fut répondu qu'aux grands maux les grands remèdes. Autrement dit on prévoit, sans le dire, de noyer des milliers d'hectares volontairement en cassant les digues, pour éviter le pire.

Un peu d'entartrage dans les canalisations ? Qu'à cela ne tienne, un bon coup de chloramine qui finira dans La Loire... Une chientit de légionnelles ? Des fuites d'ammoniac à répétition ? Le MOX ? Vous en reprendrez bien un petit verre ?

Sécurité contre les intrusions ? Les copains de Greenpeace ont réalisé une fausse entrée : une échelle et une banderole. Le problème est que la centrale n'a rien décelé. C'est par une visite de routine qu'un agent a trouvé la chose. Et après, les superflics affectés à la centrale nous regardent de travers, eux qui ne sont pas fichus de bien faire leur boulot ! Vexant, il faut dire !

Du rab ? Exercice national de crise – le premier réalisé en France après Fukushima, quand même. On aurait pu s'attendre à un peu de sérieux dans le « jeu » (puisque tel est le vocabulaire retenu) ou tout au moins dans sa préparation. Une cartographie ciblée sur les 5 km (déjà en soi une sottise !) signale tous les points chauds à prévoir... sauf qu'elle oublie l'A85, à moins d'un km à vol de plutonium. Une broutille ! Le géographe hilare a vécu un bon moment !

Un peu de politique locale. Nous avons affaire à un duo comique. D'un côté Yves DAUGE (sénateur PS après avoir

GLOSSAIRE des SIGLES

ACN : Aarhus convention nuclear

ANCCLI : Association nationale des comités et commissions locales d'information

ASN : Autorité de sûreté nucléaire

CEA : Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives

CLI : Commission locale d'information

CNPE : Centre nucléaire de production d'électricité

CPIE : Centre permanent d'initiatives pour l'environnement

FNE : France Nature Environnement

GT : Groupe de travail

IRSN : Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire

MOX : Mélange d'Oxydes d'uranium et de plutonium

PNGMDR : Plan national de gestion des matières et des déchets radioactifs

REP : Réacteur à eau pressurisée (pouvant fonctionner à l'uranium enrichi en U235 ou au

MOX ; l'eau sert à la fois de modérateur de la réaction en chaîne et de caloporteur pour évacuer la chaleur)

QI : Quotient intellectuel

SEPTEN : Service études et projets thermiques et nucléaires

UNGG : Uranium naturel graphite gaz (réacteur alimenté à l'uranium non enrichi, modéré au graphite et refroidi au CO2)

Chômage, précarité : C'EST MAINTENANT QU'IL FAUT LUTTER ! ENSEMBLE !

Manifestation samedi 1er décembre

Place de Stalingrad – Paris -14h

Pour la 10e année consécutive, les chômeurs et précaires feront entendre leur voix dans la rue et manifesteront publiquement samedi 1er décembre pour dénoncer une situation scandaleuse faite à un nombre croissant de personnes exclues des droits élémentaires que sont un emploi, un revenu, un logement, l'accès aux soins et à la culture...

6 mois après les élections, rien de nouveau sous les nuages de la précarité.

Un coup de pouce dérisoire aux allocations chômage, pas un centime d'euro pour les allocataires du RSA et de l'ASS, un manque d'emplois de plus en plus terrible et une pression de Pôle Emploi de plus en plus forte, voilà le changement dans la continuité que vivent quotidiennement chômeurs et précaires.

Par ailleurs, les chômeurs et les précaires exigent des réponses à leurs besoins immédiats et à leurs légitimes revendications.

Ils affirment aussi qu'une véritable politique de l'emploi et des revenus est possible grâce à une répartition équitable des richesses.

Ils rappellent leurs principales revendications :

- Un emploi stable pour tous, librement choisi et permettant de vivre décemment.
 - Une indemnisation décente de toutes les formes de chômage et la revalorisation des différents revenus des chômeurs et précaires
 - Une meilleure répartition du travail par le respect des 35 heures et par une nouvelle réduction du temps de travail.
 - Davantage de moyens pour que les chômeurs accèdent à de vraies formations, et librement choisies.
 - Une retraite décente pour tous à 60 ans y compris pour les chômeurs non indemnisés et les allocataires du RSA.
 - Une réforme de Pôle emploi : plus de moyens pour accompagner les chômeurs vers l'emploi, une séparation claire des deux fonctions principales: « indemnisation » et « accompagnement vers l'emploi »
 - L'arrêt immédiat des radiations-sanctions !
 - La revalorisation de l'allocation exceptionnelle de fin d'année (dite « prime de Noël ») à 500 euros, pour tous.
- Le chômage et ses conséquences concernent l'ensemble de la société, nous appelons tous les chômeurs, précaires, salariés, retraités et tous les citoyens à nous rejoindre pour manifester avec nous ! ■

été l'homme à tout faire du secteur). Pro-nuke pendant des décennies, plus que cul et chemise avec EDF, qui fournit bien des largesses à ses petits copains. Tiens, pour rire, financement d'un chauffage électrique gratuit au CPIE de Seully dont le fondateur fut... DAUGE ! Un CPIE qui est payé pour développer la filière bois-énergie.

Ce même homme, depuis son retour de Fukushima (via la fédération Cités Unies) est devenu un sceptique du nuke. Aucune gratitude, l'âge sans doute.

L'autre compère est aussi connu, sans réussir vraiment localement : Hervé NOVELLI (ex-ministre de Sarko)... Il a focalisé sa campagne des dernières législatives sur la reprise du nuke avec le soutien d'Allègre ! Sénilité, quand tu nous tiens !

Mais il faut surtout bien comprendre que le PS local reste un soutien indéfectible et réciproque ! Ne cherchons pas plus loin l'explication à toute la dérive et l'arrogance ostensible. Peut-être même qu'en grattant un peu, on trouverait d'autres connexions « secrètes » : 9 loges maçonniques sur la Touraine, et la Mensa

(célèbre club de QI élevés) ostensiblement affichée dans certains locaux... La Nouvelle République, unique organe de presse, offre des pages entières lors des manifestations d'EDF et de la parution du CR annuel d'activités, en insistant bien sur la grande générosité de l'entreprise. En revanche, notre communiqué relatant la demi-douzaine d'erreurs ou omissions ne paraîtra jamais.

Alters, Verts, PG et assos faisons ce que nous pouvons pour assurer le spectacle... il pourrait y avoir comme une ombre de début de frémissement chez quelques nouveaux élus. C'est vrai qu'ils n'ont pas vécu le grand voyage d'une semaine en Californie offert aux élus au début de l'aventure. EDF était publique à l'époque ! Mais la manne reste là ! Le village d'Avoine (2 000 hab.) possède une piscine olympique chauffée hiver comme été... à l'électricité !

Avec tout ça, je ne vous aurai pas vraiment parlé du nucléaire : « la manière la plus compliquée qu'on ait inventé pour faire bouillir de l'eau » (dixit Jacques REPUSSARD, directeur de l'IRSN). Parce qu'il faudrait remonter loin dans l'histoire, quand A1, le premier vrai réacteur (tout le monde connaît : c'est la grosse boule en alu, transformée depuis en musée de l'atome) fournissait le plutonium au centre du CEA du RIPAULT, tout proche, où fut élaborée la première ogive pour les essais du Sahara (Reggane). Ça ne nous rajeunit pas, mais c'est toujours présent dans l'espace-temps et les fondements de la connivence.

Alors, au point où on en est : rester philosophe, ou se tirer une balle tout de suite ? ■

**Dominique BOUTIN
et Léa CARLAT**

(*) voir glossaire

Note sur l'auteur :

Au titre de FNE ou sans mandat, Dominique Boutin siège dans un bon nombre d'instances nationales touchant au nucléaire (ANCCLI, ACN/IRSN, PNGMDR/ASN...), à la suite d'un itinéraire compliqué qui l'a mené trois fois dans les territoires « martyrs » de Tchernobyl. (Il tient une conférence-diapo à disposition sur ce sujet.)

Pour lui, il est politiquement difficile d'y voir clair dans tout ce fatras, mais une chose est sûre : RIEN n'est aucunement calé dans la filière nucléaire dans son ensemble. Aucune maîtrise n'est assurée en RIEN... Ce qui lui fait dire que ce n'est pas le nucléaire qui nous perdra, mais la prétention des hommes qui le manient. ■

**AC ! - APEIS - CGT chômeurs - MNCP
Avec le soutien de nombreux collectifs,
associations et syndicats (dont les Alternatifs)**

Nous accusons!

La sourde oreille des grands médias sur la situation et la gravité des atrocités commises par Israël à Gaza.

Tandis que les nations d'Europe et d'Amérique du Nord commémoraient, le 11 novembre, les pertes militaires de guerres passées et présentes, Israël ciblait des civils. Le 12 novembre, à l'orée d'une nouvelle semaine, les lecteurs étaient inondés, pendant leur petit-déjeuner, de comptes rendus déchirants relatant les pertes humaines militaires passées et actuelles. Cependant, on semblait taire le fait essentiel selon lequel les pertes humaines les plus importantes lors des conflits armés contemporains touchent les populations civiles. Le matin du 12 novembre était également marqué par une absence criante d'information relatant les attaques militaires sur Gaza qui se sont poursuivies pendant tout le week-end. Une recherche superficielle confirme cette omission sur le réseau de télévision canadien Canadian Broadcasting Corporation (CBC) et les journaux canadiens dont le Globe and Mail, la Gazette de Montréal et le Toronto Star. De même en ce qui concerne le New York Times, la BBC, et les chaînes françaises de télévision France 2 et TF1.

Selon le rapport du Centre palestinien pour les droits de l'homme (PCRH) daté du 11 novembre, cinq civils palestiniens, dont trois enfants, avaient été tués dans la Bande de Gaza dans les 72 heures précédentes, en plus de deux membres de la sécurité palestinienne. Quatre de ces décès étaient dus à des tirs d'obus de Tsalah sur des enfants jouant au football. De plus, 52 civils ont été blessés, dont six femmes et 12 enfants. (Depuis que nous avons commencé à rédiger ce texte, le nombre de victimes palestiniennes a d'ailleurs augmenté et continue de croître.)

Les articles qui rapportent les meurtres commis se concentrent en grande majorité sur l'élimination des membres de la sécurité palestinienne. Par exemple, un article de l'Associated Press (AP) publié par la CBC le 13 novembre, intitulé *Israel mulls resuming targeted killings of Gaza militants* (« Israël réfléchit à la reprise des éliminations ciblées de militants de Gaza ») ne fait aucune mention des morts et des blessés parmi la population civile. Il caractérise les meurtres « d'assassinats ciblés ». Le fait que les pertes humaines soient dans une large mesure des victimes civiles, indique qu'Israël n'est pas tant engagée dans des meurtres « ciblés » que dans des assassinats « aveugles »,

commettant ainsi à nouveau le crime de punition collective. Un autre article de l'AP paru au bulletin d'informations de la CBC le 12 novembre et intitulé *Gaza rocket fire raises pressure on Israel government* (« Des tirs de roquettes mettent la pression sur le gouvernement israélien ») est accompagné de la photo d'une femme israélienne regardant un trou dans le plafond de son salon. Et là encore, aucune image, ni aucune mention des nombreuses victimes et des cadavres à Gaza. Dans le même ordre d'idées, la BBC titrait, le 12 novembre, *Israel hit by fresh volley of rockets from Gaza* (« Israël frappée par une nouvelle pluie de roquettes tirées depuis Gaza »). La même tendance se retrouve dans d'autres grands médias européens. Par exemple, TF1, dans son journal de 20h du 14 novembre, seul l'assassinat, ciblé, du chef militaire du Hamas à Gaza, Ahmed Mohammed Jaddou Abu Jalal est mentionné. Un reportage est ensuite présenté sur des soldats israéliens à l'entraînement près de la Bande de Gaza.

La couverture des premiers moments de la présente exacerbation insiste principalement sur les roquettes tirées depuis Gaza, dont aucune n'a causé de blessés ni de morts. Ce qu'on ignore sciemment, ce sont les bombardements touchant la bande de Gaza qui, eux, ont causé de nombreuses victimes, dont des morts et plusieurs blessés graves. Nul besoin d'être un expert en science des médias pour comprendre qu'on a affaire au mieux à des reportages bâclés et biaisés, et au pire à une désinformation pure et simple, basée sur une mauvaise foi délibérée et qui vise à déformer les faits pour tromper les lecteurs.

1. De plus, les articles mentionnant les victimes palestiniennes à Gaza rapportent systématiquement que les opérations militaires israéliennes étaient en représailles à des tirs de roquettes et à deux soldats blessés. Cependant, si l'on examine la chronologie des événements, la flambée de violence actuelle a débuté le 5 novembre dernier quand un innocent âgé de 20 ans et souffrant apparemment de troubles mentaux, Ahmad al-Nabaheen, a été tué alors qu'il déambulait près de la frontière. Les médecins ont dû patienter pendant six heures avant d'être autorisés à le secourir, et ils pensent que son décès est très certainement dû à cette attente. Puis, le 8 novembre, un garçon âgé de 13 ans

qui jouait au football devant sa maison a été tué par les Forces d'occupation israéliennes qui avaient fait une incursion dans le territoire de la Bande de Gaza avec des chars d'assaut et des hélicoptères. Le fait que quatre soldats israéliens aient été blessés à la frontière le 10 novembre faisait donc partie d'une série d'événements incluant la mort de civils de Gaza, et n'en constituait en aucun cas l'élément déclencheur.

Nous, les signataires de ce texte, sommes récemment rentrés d'un séjour dans la Bande de Gaza. Certains d'entre nous sommes en contact direct avec des palestiniens vivant à Gaza à travers les réseaux sociaux. Pendant deux nuits d'affilée, le 10 et le 11 novembre, les palestiniens de Gaza ont été privés de sommeil à cause du survol incessant de drones et d'avions F16 et de bombardements aveugles de leur territoire densément peuplé. L'objectif de ces opérations semble clair : il est de terroriser la population, objectif atteint d'ailleurs, comme nous pouvons l'affirmer grâce aux témoignages de nos contacts sur place. S'il n'y avait pas eu de messages affichés sur Facebook, nous n'aurions pas conscience de l'envergure des bombardements et du degré de terreur ressenti par les civils palestiniens ordinaires de Gaza. Ceci contraste vivement avec ce que le monde sait du choc ressenti par les citoyens israéliens victimes des tirs de roquettes.

Selon un rapport non officiel envoyé le 11 novembre par un médecin canadien qui se trouvait à Gaza et qui a apporté son aide au service d'urgences de l'hôpital de Shifa durant le week-end, « les blessés étaient tous des civils présentant de multiples blessures de perforation provenant d'éclats d'obus: lésions cérébrales, blessures au cou, hemo-pneumothorax, tamponnade péricardiale, rupture de la rate, perforations intestinales, membres déchiquetés, amputations traumatiques. Tout ceci sans aucun écran de contrôle, avec peu de stéthoscopes, une seule machine à ultrasons... Plusieurs victimes souffrant de blessures graves mais n'engageant pas leur pronostic vital ont été renvoyées chez elles avant d'être examinées de nouveau le lendemain matin à cause du nombre considérable de blessures graves à traiter. La profondeur des blessures dues aux éclats d'obus donnait froid dans le dos. De petites blessures au demeurant, mais avec des

Altermino

dégâts internes massifs... Et tout cela avec très peu de morphine disponible pour atténuer la douleur. » Apparemment, ce genre de scènes n'est pas digne d'être rapporté par le New York Times, la CBC, la BBC, TF1 ou France2.

Les préjugés et la malhonnêteté qui caractérisent la couverture de l'oppression palestinienne par les médias occidentaux ne sont pas nouveaux; ceci a été amplement documenté. Pourtant, Israël continue à commettre des crimes contre l'humanité avec l'assentiment total et le soutien moral, financier et militaire de nos gouvernements, que ce soit les Etats-Unis, le Canada ou l'Union Européenne. Benyamin Netanyahu est en ce moment même en train de recueillir le soutien diplomatique des pays occidentaux en vue d'attaques à venir sur Gaza, ce qui nous fait craindre qu'une nouvelle opération du même type que « Plomb durci » se profile à l'horizon. En fait, les événements les plus récents confirment qu'une telle escalade est déjà en état de marche, tel que le montre le décompte des morts aujourd'hui. L'absence d'indignation populaire massive face à ces crimes est une conséquence directe de la dissimulation systématique des faits et de la manière distordue dont ces crimes sont rapportés.

Nous souhaitons exprimer notre indignation concernant la couverture médiatique scandaleuse de ces événements dans les grands médias. Nous appelons les journalistes du monde entier travaillant pour des antennes de ces grands médias à refuser d'être instrumentalisés à travers cette politique systématique de manipulation.

Nous appelons également les citoyens à s'informer en consultant les médias indépendants et à laisser leur conscience s'exprimer ouvertement de la manière qu'ils jugent la plus efficace et appropriée. ■

Hagit Borer, Antoine Bustros, Noam Chomsky, David Heap, Stephanie Kelly, Máire Noonan, Philippe Prévost, Verena Stresing et Laurie Tuller

Notre congrès a tranché. Nous entrons dans le Front de gauche d'une façon inconditionnelle et immédiate pour y construire une nouvelle force rouge et verte.

Cette position n'était pas la nôtre.

Nous avons défendu une autre position présentée comme texte 3 dans nos cahiers de débats. Pas la peine de revenir sur son contenu ici.

Nous avons clairement été minoritaires, même si le résultat, en terme de votes, nous paraît positif.

Les Alternatifs ont choisi. Il convient donc maintenant que les partisans de cette position majoritaire mettent en œuvre l'entrée dans le Front et la défense, en son sein, de nos problématiques politiques, ainsi que la construction de cette nouvelle force. Cela sera, au mieux, difficile. Plus probablement même impossible.

Une question se pose pour les partisans du texte 3 : et maintenant, que faire ? Question d'autant plus complexe que, pas plus que les partisans du texte 2, ceux du texte 3 n'ont une position homogène.

Nous avons eu de premiers échanges sur cette question des suites. Les premières réponses, au lendemain du congrès, sont contrastées.

Il y a en commun une certaine tristesse et le sentiment qu'une page se tourne. En effet, notre texte se pensait comme un compromis. Il visait à obtenir des clarifications pour que le choix fait ensuite, que cela soit l'entrée ou non au Front, se fasse en connaissance de cause et puisse, ainsi, obtenir un plus large consensus. Le congrès a décidé de trancher sur cette question en suspens au sein des Alternatifs – équilibre entre « pro » et « anti » Front (dans les débats, cela se posait en terme bien moins manichéens) qui paralysait les Alternatifs depuis plusieurs années. Mais c'est peut-être un tiraillement bien plus ancien qui vient d'être tranché, un équilibre entre deux aspirations de l'organisation qui vient de se rompre.

Des premières réactions contrastées donc.

Certains camarades considèrent qu'il s'agit là d'un clivage tacticien bien conjoncturel et, en particulier vu le déroulement du congrès, plutôt ouvert et serein, cela ne change pas grand

chose aux Alters. Il convient donc maintenant de participer à l'orientation majoritaire et de défendre au mieux, en particulier l'écologie et l'autogestion, dans ce projet.

D'autres pensent plus à un replis local ou sectoriel durant ce qu'ils imaginent être une « parenthèse Front de Gauche » avant que ne devienne majoritairement manifeste que ce choix était erroné. N'avons nous pas rappelé que ce qui était décidé par ce congrès pouvait être défait par un autre ?

Pour d'autres camarades, il s'agit d'une rupture plus profonde, et en particulier parce que c'est le texte qui tentait un compromis qui a été mis en minorité. Rupture plus profonde avec une partie de la culture alternative pensée comme incompatible avec l'exercice quotidien de l'investissement complet au sein du Front de Gauche. De plus, cet engagement modifierait forcément les Alternatifs (aucune alliance n'est neutre) et, au fil des mois, ne ferait que radicaliser cette cassure.

Pour ceux qui conçoivent ainsi le choix majoritaire, deux options se présentent.

La première, majoritaire dans ces premiers jours, est de créer une « Position Commune ». C'est à dire structurer les opposants à ce choix et débattre, en fonction de l'évolution des Alternatifs, de la fonction de cette PC : structuration légère pour essayer de valoriser ce que nous imaginons en voie de marginalisation au sein des Alternatifs, fonctionnement en tendance ou même, si l'évolution était plus radicale encore, outils d'un départ collectif des Alternatifs. Pour engager plus sérieusement cette discussion, une liste d'échanges internet *Alterminos* a été créée, elle est ouverte à qui partage ces inquiétudes¹.

D'autres camarades considèrent que les choix du congrès sont, déjà, le signe d'une modification telle des Alternatifs qu'ils ne peuvent plus être membre.

Une décision importante a forcément un prix. Les Alternatifs ont fait un choix. A nous, minoritaires, de prendre nos responsabilités. ■

Mathieu COLLOGHAN

1. Merci de me contacter pour être inscrit sur cette liste

UN AUTRE MONDE EST POSSIBLE ET NECESSAIRE

Chômage, précarité, exclusion et pauvreté, inégalités femmes/hommes, guerres... Le Monde est à transformer. La mondialisation capitaliste marginalise des millions de personnes et met en péril l'équilibre écologique de la planète. Nous voulons un autre Monde. Il se construit de mobilisations en forum sociaux. Nous affirmons qu'il est possible de construire une gauche alternative pour une société solidaire, féministe, écologiste et autogestionnaire.

★ ROUGES

Les Alternatifs agissent pour un nouveau projet d'émancipation sociale; un projet autogestionnaire qui prenne en compte le meilleur des aspirations sociales, féministes et écologistes; un projet pour l'égalité et contre toutes les discriminations, contre toutes les dominations, le racisme, l'homophobie. Contre le capitalisme ultra-libéral et autoritaire qui détruit les acquis sociaux et marchandise nos existences, nous défendons pour toutes et tous le droit à un revenu permettant une vie épanouissante, le droit au logement, à la santé, à l'éducation et à la culture.

Face à l'offensive libérale planétaire, il faut un changement radical et profond: Une révolution. Pas un "grand soir", mais une révolution longue s'enrichissant des mobilisations sociales, d'expériences, de critiques, de débats avec le plus grand nombre (individus, syndicats, associations, formations politiques).

Les Alternatifs sont partisans de la convergence des luttes et internationalistes. C'est à l'échelle de l'Europe et du Monde, particulièrement avec le Sud, qu'il faut agir et penser le changement de société et l'émancipation humaine.



AUTOGESTIONNAIRES



La transformation radicale de la société nécessite la mobilisation, l'engagement de toutes et tous, une démocratie active:

Dans le champ économique : nouveaux droits pour les travailleurs; remise en cause des hiérarchies; développement du contrôle des salariés sur la marche des entreprises et la finalité de la production; appropriation sociale: Nous sommes favorables à la reprise ou à la création autogestionnaire des entreprises par leurs salariés.

Nous voulons défendre les services publics pour les transformer, et les transformer pour les défendre, notamment

en développant le droit de contrôle et d'intervention des salariés et usagers. Il y a urgence pour les quartiers populaires et les zones rurales.

Dans le champ politique : développement de la démocratie directe (assemblées citoyennes, budgets participatifs, référendums d'initiative populaire...); contrôle et révocabilité des élu(e)s par les citoyen(ne)s; droit de vote et d'éligibilité pour les résidents étrangers à toutes les élections..

Pour une Europe sociale, écologique et démocratique; pour des institutions internationales au service des Peuples.



VERTS

Nous n'avons pas le culte d'une nature idéalisée, mais nous dénonçons la logique du profit et du

productivisme. La crise écologique est là avec les perturbations climatiques. Les ressources naturelles ne sont pas infinies. L'alter-développement est notre réponse pour le futur: Agriculture paysanne et autonomie alimentaire; refus du pillage des ressources naturelles; aménagement équilibré des territoires et relocalisation des activités; abandon du nucléaire; politique globale d'économies d'énergie et de recours aux énergies renouvelables; utilité sociale plutôt que règne de la marchandise.

L'écologie est une dimension essentielle de notre projet d'émancipation; un projet à l'échelle de la planète.



FEMINISTES

Il n'y aura pas de véritable démocratie, ici ou ailleurs tant que les femmes auront un statut mineur.

Les Alternatifs combattent pour l'émancipation de toutes et tous, pour la conquête de droits fondamentaux. Pour une égalité réelle entre femmes et hommes: Politique, avec une parité effective; sociale et professionnelle, contre la précarisation, le temps partiel imposé et les inégalités salariales; dans la sphère privée. Pour une éducation libérée de ses modèles sexistes, le libre accès à la contraception et à l'avortement, contre la marchandisation des corps et les violences faites aux femmes. Pour des structures d'accueil de la petite enfance. Pour un changement de regard sur l'éducation des enfants et le développement de structures d'accueil adaptées aux besoins des parents



PAS D'AUTRE POLITIQUE SANS POLITIQUE AUTREMENT

Crise de la représentation politique, crise de l'engagement, replis sur soi... Il est urgent de faire de la politique autrement. Nos exigences autogestionnaires s'appliquent à nos modes de fonctionnement: L'adhérent-e n'est ni un petit soldat ni un carriériste. Il dispose d'une large autonomie d'action et de possibilités d'intervention garanties par nos statuts.

Notre mouvement est un lieu de coordination et d'échanges, d'implication dans les luttes, d'élaboration collective et de débats. Les

responsables nationaux sont des bénévoles, mandatés par la coordination des groupes locaux. Ils appliquent les décisions prises par celle-ci.

Les Alternatifs sont une formation politique ouverte et unitaire. Pour eux, luttes sociales et action politique doivent converger sur

un pied d'égalité. Ils sont prêts à s'engager dans les institutions si cet engagement contribue à la transformation de la société, mais ils refusent les dérives gestionnaires et la politique-spectacle. L'action collective, la construction d'un projet d'émancipation sont primordiaux.

Rouges, verts, féministes, autogestionnaires, actifs dans les Forums Sociaux, nous sommes partie prenante du mouvement altermondialiste.